

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER

CONSEIL SUPERIEUR DES RECHERCHES SOCIOLOGIQUES OUTRE-MER

ETUDE SUR LES BUDGETS FAMILIAUX DANS LE

NORD-CAMEROUN

par Jacques BINET

1956

ETUDE SUR LES BUDGETS FAMILIAUX AU NORD-CAMEROUN.

I. CADRE.

Ce n'est pas ici le lieu de décrire le cadre physique ou humain du Nord-Cameroun. Des livres ont fait connaître ces plaines innondables et ces massifs abrupts, ont exposé la différence culturelle entre les descendants des conquérants musulmans, Foulbés et assimilés et les païens réfugiés dans les montagnes et au bord des fleuves.

Pour le commerçant européen, l'économie de cette zone repose sur trois productions : la viande, les arachides, le coton. L'élevage est surtout actif dans la région de l'adamaoua (Ngaoundere) et dans celle du Nord-Cameroun (Maroua). Les éleveurs de l'adamaoua vendent leur bétail qui est exporté traditionnellement vers le Sud, de Banyo sur Douala, de Meiganga sur Batouri, Abing-Mbang, et Sangmélima. Depuis cinq ans, l'exportation de viande par avion a pris une réelle importance et permet d'approvisionner en viande de qualité les villes de Douala et Yaoundé. Mais les petites villes et la brousse continueront à attendre le passage des troupeaux à moins qu'une chaîne du froid (camions frigorifiques et chambres froides) ne permette de distribuer la viande reçue par avion jusque dans les chefs lieux de subdivision et de là dans les villages. Éventualité lointaine. Dans la région de Maroua, le bétail appartient, pour une grande partie aux Foulbés, encore que l'élevage domestique se développe parmi les populations dites païennes. Les troupeaux sont menés vers les régions consommatrices d'A.E.F. ou de Nigéria et l'aérodrome de Maroua-Salac, permet l'envoi d'un certain tonnage de viande.

L'arachide est une culture ancienne dans cette zone, où elle apporte des ressources aux paysans païens de Garoua, Guide, Mokolo.

Le coton est d'introduction récente. La construction d'une usine pour l'égrenage, à Kaélé témoigne du succès rencontré par la C.F.D.T. dans la diffusion de cette culture.

Encore qu'il ne puisse probablement pas devenir l'objet d'un commerce international, le riz est déjà une production importante. Les plaines innondables du Logone (subdivision de Yagoua et de Fort-Foureau) sont particulièrement propices à cette culture. Le secteur de modernisation de la riziculture s'efforce de la répandre.

Mais à côté de l'économie moderne, l'économie traditionnelle survit. Grâce aux facilités de circulation elle prend même un essor nouveau. Le poisson séché, production traditionnelle des régions tchadiennes est préparé en quantité importantes et exporté vers des marchés fort éloignés. Au Cameroun, Fort-Foureau, peut être considéré

.../...

comme le centre de cette industrie qui apporte aux pêcheurs mousgoums, Kotokos, ou même Masa des bénéfices substantiels.

Il va sans dire que la plupart des habitants vivent en produisant l'essentiel de ce qui est nécessaire à leur subsistance. Outre le riz, le poisson, la viande, le coton, et l'arachide, la zone étudiée est productrice de céréales (mils nombreuses variétés, maïs) de tubercules (manioc, patates) de fruits et légumes divers (tomates, gombos, etc) de tabac ... L'artisanat y est bien développé : vanniers, potiers, graveurs de Calebasses, tisserands, forgerons. D'ailleurs, les besoins de la population sont encore réduits. La plupart des populations Kirdies appartiennent au groupe dit paléonigritique par les ethnologues et leur culture est voisine de celle de beaucoup de tribus qui vivent sous le 10° de Latitude Nord: Sara du Tchad et de l'Oubangui, Bariba et Somba du Dahomey, Cabrais du Togo, Bobos de Haute-Volta ou Coniaguais de Guinée. Solides, laborieux, habiles cultivateurs jouissant d'une situation démographique très favorable, ces groupes n'ont pas en général donné naissance à des organisations sociales complexes. D'esprit indépendant - voire anarchiste - ils ont été une proie facile pour les conquérants venus du Nord: Toucouleurs, ou Bambaras en A.O.F., Haoussas ou Djermas au Niger, Foulbé au Cameroun.

Cependant, la vie économique des Toupouris, des Moundangs ou des Guisiga du Nord-Cameroun était jadis plus complexe que celle des peuples forestiers du Sud. Parler à leur propos d'économie de subsistance n'aurait pas été exact, même il y a vingt ans. En effet, les marchés sont une institution traditionnelle solidement enracinée. Le commerce du poisson, celui du tabac sont vraisemblablement très anciens, comme celui de la bière de mil. La diffusion des Kolas paraît récente et peut être liée à l'influence des musulmans.

L'islamisation en effet se poursuit. Elle n'atteint que les milieux influents, les chefs qui se font appeler lamibé et s'empressent de donner à leurs notables des titres peuls. Mais superficielle à la première génération, l'islamisation s'approfondira par la suite. Elle contribuera peut être à donner à la société l'allure de théocratie féodale qui caractérise les états musulmans d'Afrique centrale et supprime ainsi les tendances démocratiques des vieilles coutumes paléonigritiques.

Les missions chrétiennes enfin ont une influence certaine, mais encore peu étendue. Elles agissent surtout auprès des populations païennes. Celles-ci en se convertissant perdront probablement la timidité dont elles font encore preuve en face des conquérants foulbés. En outre, on peut supposer que l'évangélisation, donnant aux hommes conscience de leurs devoirs et de leur mérites développera l'individualisme en supprimant les contraintes sociales.

.../...

II -METHODE.

Au début de l'année 1956, une étude sur les budgets familiaux dans le Nord-Cameroun parut utile. En effet, des cultures nouvelles avaient été lancées dans ces régions et des organismes d'encadrement du paysannat avaient été mis sur pied ; il était donc intéressant de voir au niveau même de l'individu ou de la famille quelles étaient les conséquences économiques de ces innovations.

Une enquête complète portant sur toute l'année n'était pas possible, vue la brièveté des délais. D'autre part, un grand nombre de témoignages était nécessaire pour donner des faits, une vue moyenne.

Les interrogés, au cours d'une conversation furent donc priés de rechercher les recettes et les dépenses réalisées depuis la dernière traite. Ainsi une période de cinq mois a été passée en revue. Notre étude précédente sur les budgets familiaux des planteurs de cacao avait été menée selon ces méthodes dont certains auteurs avaient déjà affirmé le bien-fondé (1). Sans reprendre les arguments qui ont posé en faveur de cette technique, rappelons simplement que, pour mener une enquête, la bonne volonté du public est la condition essentielle, sinon les méthodes les mieux combinées risquent de se trouver en défaut. Il semble ici que chacun ait fait son possible pour exposer avec sincérité recettes et dépenses. En effet, les budgets sont généralement équilibrés et l'on conviendra qu'il n'est guère possible de falsifier actif et passif pour aboutir à un solde balancé.

Dans la zone Sud, la vente du cacao est la seule source d'échanges économiques. Connaître les revenus de la traite; c'est connaître l'ensemble des ressources, connaître les achats effectués en décembre janvier et février c'est connaître l'essentiel des dépenses réalisées. Dans le Nord, les choses sont moins simples ; il y a en effet des marchés nombreux et très actifs sur lesquels se vendent les produits les plus divers. Recettes et dépenses sont donc réparties tout au long de l'année. En paroles, garder un souvenir exact n'est pas facile, avec la meilleure volonté du monde.

Le sous-secteur de modernisation de Golompoui a entrepris une étude extrêmement complète, de la vie économique de quatre familles avec visite quotidienne d'un enquêteur, notation quotidienne des achats et des ventes effectués. La comparaison de ces chiffres avec les notes se révèle somme toute rassurante. Les documents que nous avons établis aboutissent à un total général moyen un peu supérieur à celui du secteur de modernisation (14 000 Fr par famille contre 10 400).

(1) Ph. Deane. Rhodes Livingstone Journal VIII 1949. J.C. Mitchell id. Marries aspects of the economics of sixteen Ibo individuals - Africa 1944 p. 302.

Si l'on ne retient que les budgets relatifs à la région de Golompoui, nos chiffres (village de Mbourao) sont inférieurs de moitié. Il est vrai que le secteur de modernisation à recherche expressément des représentants de diverses catégories de la population, ce qui dans une moyenne sur quatre cas donne aux riches une importance beaucoup trop forte.

Une autre étude, peut être moins précise, mais portant sur une population plus importante (16 familles, 100 individus) a été faite par le sous secteur de Lara. Comme elle porte sur l'ensemble des revenus agricoles nous ne retiendrons pour l'instant que ce qui a été vendu : en ne comptant que le coton et la moitié des arachides nous arrivons à 12 000 Fr par famille, 4 350 Fr par travailleur et 2050 Fr par tête. Nos chiffres qui comportent en outre des revenus monétaires non agricoles atteignent pour Lara en 1956 : 22 000 Fr par famille, 6 090 Fr par travailleur, 3 500 Fr par tête (1).

Les diverses méthodes aboutissent donc à des résultats du même ordre. Nos chiffres sont vraisemblables. Mais peut on les estimer représentatifs de toute la réalité du Nord-Cameroun ? Les modes de vie sont en cette contrée fort divers et toute généralisation est dangereuse. Les divers villages étudiés n'ont pas été choisis au hasard mais ont été pris pour témoigner d'une certaine réalité sociale. A Kaélé, Chef-lieu d'une subdivision et siège d'un marché important, la présence de deux boutiques a fait naître de nouveaux besoins. La route y amène des mouvements de populations ; à côté d'un noyau de population paysanne, des commerçants se sont installés. Recettes et dépenses sont variées dans ce centre dont le caractère urbain s'accroît de jour en jour depuis l'installation de l'usine d'égrenage. Les postes de paysannat établis à Lara et à Golompoui exercent une certaine influence sur les villages qui les entourent (Djam-Boutou et Mbourao). Les Toupouris sont parfois indolents et la grande densité démographique pose de problèmes particuliers : les cultures vivrières doivent être assurées en priorité. Attachée à ses traditions, la population n'est pas prise encore dans le circuit économique moderne. Au contraire, les Mundangs de Lara sont très soucieux de progrès. Ils veulent être "dans le train", acquérir mille choses et pour cela sont susceptibles de travailler sérieusement. Les terrains des villages étudiés semblent relativement fertiles, coton et arachide y sont beaucoup cultivés.

Si Kaélé et Lara, peuvent être les symboles d'une paysannerie déjà lancée dans "l'économie de marché". Djam Boulon, proche de Lara

.../...

(1) sauf indication contraire tous les prix et chiffres cités sont libellés en francs C.F.A. (2 f.m).

serait au stade immédiatement précédent ; on effect l'activité y est grande et les méthodes améliorées. Sans l'influence du poste de paysannat. Mais le village est plus éloigné des route que Lara et aucun marché ne s'y tient; les besoins y sont par conséquent moins différenciés. Enfin le cinquième villages étudiés, Midjinim, est un village de brousse mais il est situé dans une région relativement ouverte et riche. Il ne peut donc pas être pris comme type des agglomérations kirdis de montagnes. Certains massifs de la subdivision de Maroua et les montagnes de mokolo vivent d'une vie économique beaucoup plus fruste, n'achetant à peu près aucun produit manufacture et se servant à peine de monnaie.

Chacun des villages a donc été choisi en raison de ses caractères propres. Mais, le village choisi, nous nous sommes efforcés de choisir au hasard les sujets interrogés et à cet échelon, la population étudiée peut être considérée comme pleinement représentative de la collectivité. D'ailleurs,,sauf à Kaélé où la population interrogée était une faible proportion de la population totale, nous avons interrogé la plupart des chefs de foyers du village,tous parfois.

Cependant, si la documentation rassemblée permet de mieux connaître la vie économique des groupes paiens nous n'avons pas osé au cours d'une enquête si brève aborder l'étude même sommaire des éleveurs foubés . Les peuls sont fermés et secrets de caractère et chez eux les règles de savoir vivre imposent une grande réserve. Ne dit-on pas en manière de proverbe que le diable s'empare de deux qui se signalent à son attention. Au milieu de gens aussi discrets, un enquêteur inconnu n'aurait récolté que mensonges ou réponses évasives.

Précisons encore que le présent document ne prétend pas donner une mesure du niveau de vie. Celle-ci supposerait le recensement et l'évaluation de tout ce qui est utilisé : nourriture, récoltée et consommée maisons construite par ceux qui l'habitent, poterie paniers ou nattes fabriquées par ceux qui les utilisent .. Il conviendrait aussi de tenir compte de tout les vivres ou objets artisanaux donnés par celui qui les a fabriqué... Les budgets recueillis ne donnent même pas un compte exact de la vie économique locale, puisque l'enquêteur retenant tout ce qui était vendu ou acquis par le moyen de la monnaie, n'a pas tenu compte du troc. Cette pratique subsiste pourtant puisque des potiers ont affirmé que leurs marmites n'étaient pas vendues pour de l'argent : l'acquéreur remplit le pot de mil qu'il donne à la fabricante en échange. Les recettes et les dépenses dont nous ferons état concernent donc seulement l'économie monétaire.

Chiffrer l'écart entre la production consommée et la production vendue est difficile. Cependant l'étude du sous-secteur de Lara permet d'émettre une hypothèse sous toutes réserves. Pour un revenu en argent de 12 000 Fr par famille, le revenu agricole complet calculé d'après

.../...

enfants (1). Cependant la composition des familles diffère de village à village. Le nombre d'enfants paraît plus faible chez les Toupouris de Mbourao, que chez les Moundangs de Djamboulous. M. Dizian signale déjà ce fait pour golompoui.

Composition des familles.

| Villages | Nbre. Individus composant la famille moyenne | Nbre. moyen d'enfants | Nbre. total des familles étudiées |
|------------|--|-----------------------|-----------------------------------|
| Mbourao | 5,2 | 2,2 | 26 |
| Midjinim | 5,9 | 2,9 | 18 |
| Kaélé | 8,3 | 3,8 | 20 |
| Djamboutou | 6,6 | 3,4 | 10 |
| Lara | 6,5 | 2,75 | 21 |

Les différences dans le nombre d'individus par famille sont importantes. On peut les expliquer par la différence du taux de polygamie. Encore que ce soit reculer le problème sans le résoudre. C'est à Mbourao que la proportion de polygames est la plus faible, tandis qu'elle est à son maximum chez les Moundangs à Kaélé, puis à Djamboulou. L'exemple de Kaélé n'est pas probant il est vrai puisqu'il s'agit d'une population semi-urbanisée. Nous ne faisons d'ailleurs que retrouver de nouveau ce que signalait M. Dizian en 1954 : monogames dans les conditions primitives, les Kirdés deviennent polygames dès qu'ils s'enrichissent.

Taux de la polygamie.

| Villages | Nbre. de familles | % de polygames | % de célibat. |
|------------|-------------------|----------------|---------------|
| Mbourao | 26 | 23 % | 11 % |
| Midjivim | 18 | 33 % | |
| Kaélé | 20 | 75 % | |
| Djamboutou | 10 | 70 % | |
| Lara | 21 | 52 % | |

(1) Pour cette étude nous avons considéré comme actifs tous les adultes valides, comme enfants tous les enfants de moins de 15 ans. Il est bien certain qu'à partir de 12 ans les enfants surtout les filles coopèrent aux travaux agricoles, cependant leur activité est moindre que celle des adultes. Soulignons bien que cette étude n'a pas la moindre prétention démographique.

Famille monogamique et famille polygamique diffèrent profondément tant par le nombre de leurs membres en particulier des enfants que par l'âge même des chefs de famille.

Polygames

| Village | Nbre. Moyen d'in- dividus | Nbre. Moyen des enfants | Age moyen du chef de famille. |
|------------|------------------------------|----------------------------|----------------------------------|
| Mbourao | 10,8 | 5 | 50 ans |
| Midjivim | 7,8 | 3,7 | 44 " |
| Kaélé | 10,2 | 4,8 | 49,5" |
| Djamboutou | 8,2 | 4,4 | 40 " |
| Lara | 8,5 | 3,6 | 45 " |
| Total | 9,3 | 4,3 | 45 ans |

Monogames

| Village | Nbre. moyen d'in- dividus | Nbre. moyen des enfants | Age moyen du chef de famille |
|------------|------------------------------|----------------------------|---------------------------------|
| Mbourao | 4 | 1,6 | 39 ans |
| Midjivim | 5 | 2,5 | 48,5 " |
| Kaélé | 4,2 | 1,6 | 24,5 " |
| Djamboutou | 3 | 1 | 28,5 " |
| Lara | 4,2 | 1,9 | 37 " |
| Total | 4,3 | 1,8 | 40 ans |

Célibataires

| Village | Nbre. moyen d'in- dividus | Nbre. moyen des enfants | Age moyen du chef de famille |
|---------|------------------------------|----------------------------|---------------------------------|
| Mbourao | 1 | 0 | 24 ans |

.../...

Les différences d'âge et, nous le verrons plus tard la richesse, doivent elles donner à penser que la monogamie est provisoire et qu'avec l'âge et la richesse tous s'efforceront d'avoir d'autres épouses ?

IV. VOLUMES DES RECETTES.

Les recettes déclarées s'élèvent au total à 1 400 335 Fr soit 14 700 par budget, 4 150 Fr par individu actif et 2 250 par individu (1).

La décomposition par source de revenus est la suivante : vente d'arachides 12 % vente de coton 45 % vente de produits agricoles divers (tabac, mil, maïs, manioc) : 0,09 %, vente de bière de mil 11 % soit pour l'ensemble des productions agricoles 68 %.

Les produits de l'élevage fournissent 9,4 % des recettes : vente de bovins 5 %, de chèvres 4 % de mouton 0,1 %, de volailles 0,3 %.

Les recettes tirées de l'artisanat sont faibles : 1,2 % (nattes) Les salaires fournissent 2,8 % (dont 28.800 Fr pour deux maçons appointés par la subdivision de Kaélé). Les revenus commerciaux s'élèvent à 147.200 Fr (10 %). 22.000 (1,5 %) sont fournis par des versements de dots perçus en numéraire. Des prêts s'élevant au total à 60 400 Fr apportent 4 % des recettes.

Dans l'étude menée à Golompoui par le secteur de modernisation 4 budgets ont été relevés et analysés dans le plus grand détail. Les recettes de 4 familles, groupant 19 individus dont 11 actifs s'élèvent à 41 740 Fr C.F.A. soit 10 400 Fr par famille, 3 800 par travailleur et 2 200 par individu. Mais la répartition par origine de ces revenus diffère assez profondément de notre moyenne : vente de coton 25 %, vente de mil 5,5 %, vente de bière 17,4 %, soit 48 % pour l'ensemble des productions agricoles. Les ventes de bétail fournissent 47 % et les gains au jeu 4,5 %. Nous verrons plus loin que des traits caractéristiques de cette répartition de recettes se retrouvent dans le village Toupouri que nous avons étudié.

La notion de budget moyen reste quelque peu abstraite : il y a en effet d'assez grandes variations d'un document à l'autre. Pour mieux appréhender les faits, nous avons essayé de répartir les revenus en un certain nombre de tranches :

.../...

(1) afin d'être sûr de ne pas exagérer les chiffres nous n'avons pas tenu compte du budget du chef de Kaélé qui représente évidemment un cas exceptionnel. Il ne sera donc toujours mentionné à part.

Répartition des revenus selon leur importance

| Revenus compris entre | 1 et 3000 | 3001 et 5000 | 5001 et 10000 | 10001 et 15000 | 15001 et 20000 | 20001 et 25000 | 25001 et 40000 | 40001 et 50000 | 50 et 100000 | Total |
|-----------------------|-----------|--------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|-----------|
| | I | II | III | IV | V | VI | VII | VIII | IX | |
| Mbourao | 1 | 13 | 9 | 3 | | | | | | 26 |
| Midjivim | | 4 | 9 | 3 | 1 | | 1 | | | 18 |
| Kaélé | | | 5 | 5 | 3 | 3 | 2 | 1 | 1 | 20 |
| Djamboutou | | | 1 | 4 | | 3 | 2 | | | 10 |
| Lara | | | 2 | 8 | 4 | 1 | 3 | 2 | 1 | 21 |
| Total | 1 | 17 | 26 | 23 | 8 | 7 | 8 | 3 | 2 | 95 |

A l'aide de ce tableau, il serait possible d'établir une courbe de répartition de la fortune, avec les revenus s'échelonnant de 1.700 jusqu'à 93 000 (et même 606 050 en tenant compte du chef de Kaélé). Si l'on tient compte de ce dernier chiffre, l'écart entre les conditions individuelles est énorme. Même sans retenir ce chiffre exceptionnel, il est intéressant de constater que les budgets présentant des recettes supérieures à 20 000 Fr sont au nombre de 20. Ces vingt familles "riches" réunissent dans leurs mains 715 730 Fr de revenus : 50 % des ressources sont concentrées dans 21 % des familles. Le détail des recettes ainsi appropriées permet de constater que les "riches" vendent 76 340 Fr d'arachide, 254 830 Fr de coton, 1 650 Fr de produits agricoles divers, 51 750 Fr de bière, 47 600 Fr de bovins, 31 765 Fr de chèvres, 1105 Fr de volailles. Ils perçoivent 28 800 Fr de salaires, 8 190 Fr de gains artisanaux, 146 400 Fr de bénéfices commerciaux, 22 000 Fr de dots et effectuent 42 000 Fr d'emprunts. Cette liste devient plus claire si elle est comparée à la totalité des revenus: 21 % de riches vendent 43 % des arachides, 40 % de coton, 82 % des produits divers, 33 % de la bière, 70 % des bovins, 57 % des chèvres, 22 % des poulets. Ils perçoivent 73 % des salaires, 48 % des revenus artisanaux, 99,9 % des bénéfices commerciaux, la totalité des dots et 70.% des prêts. Certaines recettes paraissent liées à la richesse : vente de boeufs et de chèvres, salariat, commerce, dots, emprunts, sans que l'on puisse encore dire si elles en sont la cause ou la conséquence.

.../...

S'il y a des activités riches, y a-t-il une structure spéciale des familles riches ? .. L'effectif des groupes étudiés donne déjà une indication intéressante : les 20 familles comprennent 174 individus dont 590 enfants soit en moyenne 8,7 individus dont 4,5 enfants par famille. Comme la famille moyenne compte seulement 6,5 individus dont 2,9 enfants, on est tenté de faire un rapprochement entre l'extension du groupe et la richesse déclarée par son chef.

Cette croissance de l'effectif pourrait s'expliquer par le nombre plus grand des familles polygamiques chez les riches ; elles atteignent en effet 70 % du total, alors que dans l'ensemble étudié, les polygames ne sont que 47 % de la population. Mais le problème est plus complexe encore. Les familles polygamiques riches ont un effectif plus grand que les familles polygamiques dans leur ensemble, et les familles monogamiques riches un effectif plus grand que les familles monogamiques dans leur ensemble.

Effectif comparé des familles

| | Monogames | | | Polygames | | |
|-----------------|------------------|------------------------------------|------------------|-------------------|------------------------------------|------------------|
| | Nbr. de familles | Nbr. moyen d'individus par famille | Nbr. des enfants | Nbr. des familles | Nbr. moyen d'individus par famille | Nbr. des enfants |
| ensemble étudié | 46 | 4,3 | 1,8 | 45 | 9,4 | 4,3 |
| Riches | 6 | 5,3 | 2,5 | 14 | 10 | 5,3 |

Les familles riches sont donc en même temps des familles nombreuses sans que l'on puisse encore, comme pour les activités, affirmer si l'un des facteurs est cause ou conséquence de l'autre.

.../...

V. REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES RESSOURCES.

L'étude de la répartition géographique de la richesse est intéressante car elle permet de constater que deux villages sont manifestement pauvres (Mbourao et Midjivim). Aussi, après avoir tenté un classement par ordre d'importance, est-il possible de se demander si un classement géographique ne s'impose pas. Déjà, à propos de la composition des familles chaque village nous a paru avoir ses caractéristiques propres. L'examen des budgets confirme cette impression et montre combien la notion de budget moyen est abstraite. En effet, si pour la collectivité interrogée, le budget moyen est de 14 000 Fr soit 4 150 Fr par individu actif et 2 250 Fr par individu, de village à village de grosses différences peuvent être notées.

Répartition des revenus par village

| Village | Recettes par famille (1) | Recettes par individu | Recettes par individu actif |
|------------|--------------------------|-----------------------|-----------------------------|
| Mbourao | 5900 | 1120 | 1960 |
| Midjivim | 9300 | 1560 | 3000 |
| Kaélé (2) | 20300 | 2350 | 4350 |
| Djamboutou | 19250 | 2900 | 6000 |
| Lara | 22900 | 3500 | 6090 |
| Total | 14000 | 2250 | 4150 |

.../...

(1) D'après la comptabilité des acheteurs de coton, les 664 chefs de famille planteurs des environs de Golompoui, Mbourao et villages voisins ont vendus 3 639Fr de coton en moyenne en 55-56, comme nous l'avons calculé pour Mbourao, que le coton fournit 61 % des recettes chaque famille disposerait donc de 5 950 Fr. Ce calcul confirme remarquablement bien le nôtre. Il est intéressant de souligner que pour l'ensemble du canton, (4000 planteurs), la moyenne des ventes de coton est plus faible (3 310 Fr).

Le surplus des ventes (350 Fr) ne concrétiserait-il pas les efforts du secteur de modernisation pour améliorer méthode et rendements ?

(2) Lamido exclus.

On doit en conclure tout d'abord que la plus grande prudence s'impose à qui veut généraliser des résultats dans un pays où la vie économique est si peu homogène qu'avec le même outillage et somme toute les mêmes activités certains secteurs soient quatre fois plus riches que d'autres.

Nous ne nous étonnerons pas, puisqu'aussi bien les divers villages étudiés ont été choisis parce que chacun avait sa caractéristique économique propre. Les Moundangs sont actifs, ambitieux, violents parfois. Dans le domaine économique leur activité a été aiguillonnée par la proximité de la C.F.D.T. et par la présence du sous-secteur de modernisation. Aussi la prospérité de Lara et de Djamboutou ne doit pas surprendre. Le sous-secteur de modernisation de Golompoui est tout près de Mbourao, où il étend son influence. Mais les Toupouris sont très traditionnalistes et ne sont pas arides de progresser au retour des Moundangs (ou des masses de Yagoua). Très sympathique mais peu dynamique volontiers fantaisiste ou paresseuse cette population marque même une relative stagnation sur le plan démographique. Aussi la faiblesse de ses revenus ne doit-elle pas étonner. Le problème est de savoir si la présence du sous-secteur pourra tirer ce peuple de l'assoupissement où il est encore plongé et dont il ne paraît pas se réveiller aussi vite que ses voisins. La population de Kaélé-Moundangs pour une fraction importante est semi-urbanisée, plus sensible par conséquent aux impératifs de la vie économique. Quant à Midjivim il a été choisi comme témoin d'un stade traditionnel.

Cependant, malgré ces diversités psychologiques il reste étonnant que des différences de revenus aussi fortes puissent être observées entre des points voisins, utilisant le même outillage et se livrant en somme aux mêmes activités. La fertilité des sols doit être très différente d'un terroir à l'autre.

En effet, ce sont les mêmes cultures, les mêmes recettes qui alimentent les budgets ici et là. La proportion varie pourtant, comme on peut le constater par le tableau ci-dessous :

Origine des revenus en (%)

| villages (1) | arachi- des | Co- ton | Divers prod. agric. | Bière | Bovins | Petit bétail | Arti- sanat | salai- res | Com- mer- ce | Dot | Prêts |
|-----------------------------|----------------|------------|---------------------------|-------|--------|-----------------|----------------|---------------|--------------------|------|-------|
| Mbourao | 4 % | 61 | 4,3 | 8,5 | 9,5 | 2,6 | 4,5 | 1 | | | 2,2 |
| Midjivim | 5 | 47 | | 20 | | 2,2 | 0,5 | 4 | 17 | | 3 |
| Kaélé | 6 | 23,7 | 0,8 | 13,6 | 7,8 | 3,5 | 1,3 | 7 | 29 | 5,4 | |
| Djambou- lou | | 62 | 0,3 | 2 | | 8,4 | | 0,9 | | | 25 |
| Lara | 28 | 49 | 0,2 | 10,2 | 4,7 | 4,8 | 0,7 | | | | 0,5 |
| réparti- tion moyenne | 12 % | 45% | 0,09% | 11 % | 5 % | 4,4 % | 1,2% | 2,8 % | 10% | 1,5% | 4 % |

Il est réconfortant de constater que les villages riches, Kaélé mis à part doivent leur aisance relative à des productions véritables et non point à des spéculations (commerce, vente de bétail, etc.) Les prêts signalés à Djamboutou ont été accordés par le sous-secteur pour permettre l'achat de boeufs à labour. Même si on n'en tenait pas compte, le revenu de Djamboutou resterait très élevé.

La présence d'importants revenus et de salaires commerciaux à Kaélé n'est pas pour surprendre. Comme il est normal dans un chef lieu de subdivision, l'échantillon étudié renfermait deux commerçants et deux salariés. L'importance des ventes de boeufs parmi les revenus s'explique probablement de la même façon. Il est possible que, devant la demande croissante de viande, des cultivateurs fassent acte de commerce et achètent pour revendre, ne se contentant pas de sacrifier le croît normal de leur troupeau. Enfin l'importance de la bière de mil est fort compréhensible : en ville, il y a toujours des oisifs

.../...

(1) Il est intéressant de constater que l'étude sur quatre budgets golompoui en Juillet 54 et Juillet 1955 donne une répartition des ressources s'apparentant quelque peu à la nôtre. Pas d'arachide. Importance des produits agricoles divers (mil 5 %) importance du bétail (47 % alors qu'avec 12 % déjà Mbourao est en tête de notre liste).

désireux de se rafraîchir tandis qu'en brousse cette clientèle ne se rencontre que le jour du marché. C'est pour cette raison que Djamboutou ne perçoit guère de recettes pour la bière ; il n'y a pas de marché sur place. Pourtant l'importance de la vente de la bière à Midjivim mérite d'être signalée. Il est probable que dans une économie primitive c'était l'objet principal des échanges et la source essentielle des revenus en monnaie.

La répartition des revenus dans chacun des villages paraît obéir à des lois particulières. Ainsi à Mbourao et Midjivim l'écart entre les divers budgets est très faible. Tous les individus jouissent de conditions analogues. A Djamboutou, l'homogénéité est encore très marquée avec des ressources bien supérieures. A Lara les conditions économiques se différencient. Enfin la population de Kaélé est extrêmement diversifiée. Dans les conditions primitives, il n'y a ni riches ni pauvres en ce sens que la richesse monétaire se trouve également répartie entre tous (1). A un niveau ultérieur d'évolution naît l'inégalité des fortunes. Ce n'est pas l'enrichissement plus grand qui l'engendre mais la diversité des ressources. A Djamboutou où les revenus sont élevés, mais où ils proviennent tous de la même source, la différenciation est très faible. Mais elle est forte à Kaélé où les sources de gains sont très diverses. Cette opposition mérite d'être soulignée et nous la retrouverons à maintes reprises entre les villages riches et d'économie moderne et les villages traditionnalistes et pauvres pour qui notre économie est encore quelque chose d'extérieur.

Un rapprochement s'impose encore. Les villages pauvres ceux où la population est le plus homogène sont aussi les villages où les familles sont moins nombreuses et où la polygamie est moins fréquente. Nous constatons donc de nouveau une coïncidence entre la richesse et l'étendue de la famille.

VI. FACTEURS D'EVOLUTION DES RECETTES.

L'étude de l'évolution des recettes en fonction de facteurs divers et en particulier du nombre d'individus composant la famille s'impose donc. Divers critères doivent être essayés.

Le premier, le plus simple consiste à distinguer les polygames des monogames dont les familles sont moins nombreuses. Comme cela a déjà été constaté à propos des groupes riches, les budgets de polygames sont plus forts. Le fait se vérifie dans tous les villages, sauf à Kaélé, Mais en tenant compte du nombre total des membres de la famille et du nombre de travailleurs, la part de revenu de chacun est plus

(1) Exception faite du chef. Le chef de Datchéka qui commande golompoui mbourao ét dispose de deux ou trois autos, de chevaux ; il fait construire une maison "en dur". Il dispose évidemment d'importantes sommes d'argent.

grande chez les monogames. A voir les choses uniquement sous l'angle économique, la polygamie n'assurerait donc pas la meilleure rétribution, la meilleure productivité. (1)

Revenu moyen

| | Mbourao | | | Midjivim | | | Kaélé | | |
|----------------|------------|------------------------------|-------------------|------------|------------------------------|-------------------|------------|-------------------------|-------------------|
| | par budget | par indivi- du ac- tif | par indivi- du | par budget | par indivi- du ac- tif | par indivi- du | par budget | par indivi- du actif | par indivi- du |
| Polyga- mes | 8000 | 1380 | 740 | 12600 | 3000 | 1600 | 18400 | 3400 | 1840 |
| Monoga- mes | 5200 | 2250 | 1300 | 7500 | 3025 | 1510 | 26500 | 10000 | 6300 |

| | Djamboutou | | | Larà | | | Moyenne générale | | |
|----------------|------------|------------------------------|-------------------|------------|------------------------------|-------------------|------------------|-------------------------|-------------------|
| | par Budget | par indivi- du ac- tif | par indivi- du | par budget | par indivi- du ac- tif | par indivi- du | par budget | par indivi- du actif | par indivi- du |
| Polyga- mes | 22000 | 5900 | 2700 | 24400 | 5050 | 2850 | 18200 | 3700 | 1980 |
| Monoga- mes | 13200 | 6600 | 4400 | 21700 | 9350 | 5150 | 11700 | 4980 | 2800 |

.../...

(1) il est possible toutefois que dans un groupe nombreux chaque membre ait par devers lui certains gains, qui ne sont pas déclarés au budget familial.

Mais ce serait schématiser à l'excès que de voir la répartition des richesses à travers une moyenne. La classification des divers budgets selon des tranches de revenus permet une comparaison plus sérieuse des polygames et des monogames.

Catégorie des revenus

| | I 1 et 3000 | II 3 et 5000 | III 5 et 10000 | IV 10 et 15000 | V 15 et 20000 | VI 20 et 25000 | VII 25 et 40000 | VIII 40 et 50000 | IX 50 et 100000 |
|---------------------------|-------------------|--------------------|----------------------|----------------------|---------------------|----------------------|-----------------------|------------------------|-----------------------|
| <u>Polygames</u> | | | | | | | | | |
| Mbourao | | 1 | 3 | 2 | | | | | |
| Midjivim | | 1 | 3 | 1 | | | 1 | | |
| Kaélé | | | 4 | 5 | 3 | 1 | 1 | | 1 |
| Djamboutou | | | 1 | 1 | | 3 | 2 | | |
| Lara | | | 1 | 3 | 3 | | 3 | 2 | |
| total | | 2 | 12 | 12 | 6 | 4 | 7 | 2 | 1 |
| <u>Monogames</u> | | | | | | | | | |
| Mbourao | 1 | 10 | 5 | 1 | | | | | |
| Midjivim | | 3 | 6 | 2 | 1 | | | | |
| Kaélé | | | 1 | | | 2 | 1 | 1 | |
| Djamboutou | | | | 3 | | | | | |
| Lara | | | 1 | 5 | 1 | 1 | | | 1 |
| total | 1 | 13 | 13 | 11 | 2 | 3 | 1 | 1 | 1 |
| <u>Céliba- taires</u> | | | | | | | | | |
| Mbourao | | 2 | 1 | | | | | | |

Dès le premier coup d'oeil il est facile de constater une similitude générale dans ces deux répartitions, avec quelques nuances portant Tout d'abord, la pauvreté est plus marquée chez les monogames dont 14 représentants ont moins de 5000 Fr tandis qu'il n'y a que 2 budgets dans ce cas chez les polygames. Le groupe moyen (revenus de 5 à 20.000 Fr) se trouve décalé vers les revenus supérieurs chez les polygames ou 6 budgets sont compris entre 15 et 20000. Enfin, 7 polygames ont des recettes comprises entre 25 et 40000 et un monogame seulement. Tracée sur une courbe cette répartition montrerait une chute de 15 à 20000 Fr (2 budgets) puis une remontée de 20 à 25000 (3 budgets). Pour

.../...

les polygames, la remontée est sensible aussi, mais dans les revenus plus élevés (de 20 à 25 = 4 budgets, de 25 à 30 = 2, de 30 à 35 = 2, de 35 à 40 = 3).

Les deux courbes sont donc sensiblement parallèles, mais simplement décalées au profit des polygames. Certes les deux groupes diffèrent, mais moins que ne diffèrent entre eux monogames et polygames du Sud (1).

Pour prendre un exemple, si 80 % de monogames du Nord ont des revenus inférieurs à 15000 Fr, 50 % des polygames sont dans la même situation. Dans le Sud, nous constatons (en 1954) que 78,5 % des monogames, gagnent moins de 50000 Fr tandis que les polygames dans la même situation ne représentent que 42 % de leur groupe. L'écart entre ces deux proportions (42 et 50 %) mesure la différence entre la polygamie du Nord et celle du Sud. Le processus de différenciation des revenus semble s'être poursuivi et amplifié dans le Sud.

Cependant nos divers villages présentant des caractéristiques différentes, il n'est pas inutile de considérer chacun d'eux en particulier. Pour les monogames, les répartitions diffèrent somme toute assez peu les unes des autres, malgré un décalage vers une plus grande richesse au profit de Lara et Kaélé. Mais pour les polygames le problème est plus complexe. En effet, à Djamboutou et Lara le groupe des polygames se répartit en deux fractions, la première avec des revenus inférieurs à 20000 Fr, la seconde avec des revenus supérieurs à 20000 Fr (à Djamboutou) ou à 25000 (à Lara). Une différenciation des conditions économiques paraît donc se faire sentir au sein même de la population polygamique des villages les plus riches. On peut se demander s'il n'y a pas là les prémices d'une structure capitaliste de la société. Tout d'abord une certaine égalité régnait comme dans les villages les moins riches (Mbourao, Midjivim) ou jusqu'à un certain point parmi les monogames. Puis des polygames profitent de leur situation privilégiée (abondance de main d'oeuvre) pour dépasser le niveau commun. Faut-il en conclure, comme Marx, à une concentration progressive des richesses ? Cela n'est pas évident d'une part des richesses absolument nouvelles se créent avec des défrichements de terres vierges, d'autre part, les revenus les plus faibles s'améliorent de leur côté : le monogame de Lara dispose de plus d'argent que celui de Mbourao, mais s'il n'y a pas appauvrissement de la masse, l'éventail des revenus s'étale et la distinction entre riches et pauvres risque de se marquer. Cependant, le fossé ne peut pas être infranchissable, ces situations n'étant pas héréditaires et ne pouvant pas l'être avec la polygamie ou des fils de riches se trouvent sans ressources.

.../...

(1) pour ne pas parler des célibataires? cf. Etude sur les budgets familiaux des planteurs de Cacao.

L'examen de la répartition des budgets selon le nombre d'individus actifs vivant au foyer confirme ce que nous remarquions à propos des polygames. Il suffit de porter les budgets sur un graphique avec l'importance des recettes en abscisses et le nombre des membres actifs du foyer en ordonnées pour constater qu'à Lara les recettes progressent avec l'importance du groupe. A Djamboutou la tendance est un peu moins nette et à Kaélé la dispersion est telle qu'il est impossible de conclure avec certitude. Cependant les recettes semblent diminuer avec le nombre de participants. A Midjivim, cette tendance se manifeste très nettement avec une grande cohésion des chiffres, tandis qu'à Mbourao, la différence est faible entre les revenus de familles à 1, 2, 3 ou 4 travailleurs actifs. Une légère hausse se discerne cependant. Midjivim et à un moindre degré Mbourao seraient-ils les témoins du stade ancien où les conditions financières sont peu différenciées ? La situation apparemment aberrante de Kaélé peut s'expliquer si chaque membre de la famille consacre la majeure partie de son activité à des travaux personnels comme cela est fréquent en ville, en négligeant quelque peu le travail au profit de la famille.

Il serait intéressant de rechercher si l'évolution des revenus est influencée par le nombre des hommes ou par celui des femmes. Cela permettrait de voir quel est le sexe dont l'influence peut être déterminante dans la vie économique. En procédant selon la même méthode que précédemment, il est possible de constater qu'à Lara les recettes diminuent légèrement dans les groupes où il y a 2 ou 3 hommes. A Djamboutou, une progression à peine marquée se devine, elle est encore plus faible à Kaélé. A Midjivim diminution quand croît le nombre des hommes actifs. Avec le nombre des femmes actives l'évolution est autre, à Lara nette montée des revenus, de même qu'à Djamboutou. A Kaélé l'évolution se fait en sens contraire et les familles où les femmes sont nombreuses jouissent des revenus inférieurs aux groupes où il y en a peu. A Midjivim, même tendance, tandis qu'à Mbourao une très légère montée paraît se dessiner.

Au total, c'est en fonction du nombre d'hommes que se fait l'évolution à Midjivim, en fonction du nombre de femmes à Lara et Kaélé. Faut-il en conclure que les femmes sont devenues des machines à produire à Lara et Kaélé ?

VII. PRODUCTIVITE.

L'évolution du revenu par individu et notamment par femme permettrait de se faire une idée de la productivité. Déjà, à propos du statut matrimonial nous signalions que le rendement économique des ménages monogamiques paraissait supérieur. Cette vue se confirme très nettement. La courbe des revenus par femme baisse dans les groupes où il y a plus d'une femme. Mais, fait assez curieux, après une

.../...

baisse brusque du rendement pour le foyer à 2 et 3 femmes, une remontée s'esquisse pour ceux à 4 femmes (5 à Kaélé), puis la courbe retombe. Le parallélisme des courbes pour Lara, Midjivim, et Kaélé est frappant. Djamboutou témoigne de la descente mais n'a pas de famille comprenant plus de 3 femmes, Mbourao manifeste une évolution dans le même sens, avec remontée pour 4 femmes, mais beaucoup moins brutal que les autres villages. Il y a là un fait passablement bizarre. Un groupe de quatre femmes permet-il techniquement une meilleure organisation du travail ? Correspond-il à la dimension la meilleure d'une équipe ? Faut-il chercher des raisons psychologiques au phénomène ? La conclusion formulée à propos des budgets familiaux de la zone cacaoyère pourrait être adoptée ici. Le meilleur rendement est celui de la Société monogamique. Mais un autre optimum moins élevé est également atteint lorsque la famille compte 4 travailleurs. Chaque type de groupement, le ménage monogamiques (un homme et une femme), le ménage polygamique (un homme et plusieurs femmes) ou la famille patriarcale, ou les enfants devenus grands restent au foyer, à son rendement maximum propre.

Un effort d'analyse des revenus purement agricoles (coton, arachides, etc..) en éliminant bière et vente de bétail, mène aux mêmes résultats. Le revenu agricole par individu actif est à son maximum en général pour 2 travailleurs. Puis il décroît, jusqu'à 4 travailleurs et remonte pour 5 puis retombe ensuite. Tel est le cas pour Midjivim, Lara. Djamboutou, trop peu peuplé ne présente que la remontée à 5, mais n'a pas de famille plus étendue. A Kaélé la courbe suit le même développement, mais ici le maximum est à 5 travailleurs et non à deux. Pour Mbourao, la courbe est analogue quoique la remontée des revenus soit plus tardive, elle ne se produit que pour huit membres actifs.

Un essai de comparaison des rendements par homme et par femme mène aux résultats suivants : le revenu par travailleur est à son maximum pour un homme et une femme. Il baisse progressivement puis accuse une légère remontée pour quatre femmes. Net à Lara, sensible à Midjivim ce mouvement est peu sensible à Mbourao. Pour 3 hommes, sans marquer de reprise, la courbe accuse une diminution de la baisse de rendement (Lara, Midjivim). A Mbourao il y a une remontée du rendement pour les familles à quatre hommes actifs. La courbe de kaélé est un peu différente puisque le maximum de rendement individuel par femme est atteint pour deux femmes.

Les chiffres de Djamboutou, trop peu nombreux ne dessinent que le début de la courbe. La similitude des mouvements pour les divers villages est frappante. Que l'on considère les revenus dans leur totalité ou simplement les revenus agricoles, que l'on s'attache au nombre des hommes à celui des femmes, ou au total, les résultats sont analogues. L'existence de deux types économiques paraît se confirmer : petite et grande famille ayant chacune son optimum.

.../...

VIII. NON CONCURRENCE DES PRODUCTIONS.

Rechercher si les ventes d'arachides ou celles de coton sont particulièrement influencées par le nombre d'hommes ou de femmes, s'avère décevant. Il est donc impossible de dire que l'une ou l'autre de ces productions est limitée à l'un des deux sexes. Le nombre des travailleurs (hommes) paraît sans influence sur la production de coton, alors qu'il a quelque influence sur la production d'arachides. Le nombre de travailleuses semble agir au contraire sur les récoltes de coton dans 4 villages sur 5, à Mbourao excepté et sur celles d'arachides (dans 3 villages sur 4, Djamboutou n'ayant pas de vente d'arachides) mais ces résultats sont mal assurés, la dispersion des chiffres étant grande.

Une comparaison des revenus tirés des deux cultures est plus intéressante. En portant en abscisse le revenu des arachides et en ordonnées celui du coton, on constate que les deux produits contrairement à toute attente ne se concurrencent pas. Les ventes d'arachides ne progressent pas sauf exception en raison inverse de celles du coton. Si l'on considère les 15 plus importants producteurs de coton, 5 sont parmi les plus gros producteurs d'arachides. Parmi les 15 plus importants producteurs d'arachides, 4 sont les plus gros producteurs de coton. En examinant successivement les villages, cela se confirme avec évidence pour Lara. A Kaélé, si les 3 plus gros cotonniers sont parmi les plus importants arachidiers, la réciproque n'est pas vraie et les trois plus gros arachidiers n'ont que des revenus cotonniers moyens. A Midjivim, et Mbourao la corrélation est peut être moins rigoureuse. Cependant, il n'est pas sans intérêt de noter que parmi les 5 plus gros cotonniers, 2, 1 dans un village et 1 dans l'autre, sont parmi les plus gros arachidiers. Djamboutou, enfin, a une situation tout différente : alors que la production cotonnière est importante, l'arachide ne s'inscrit pas dans les budgets. En définitive, il semble bien que l'on puisse en conclure que l'introduction d'une culture nouvelle ne doit pas diminuer les productions déjà existantes.

IX. POSSIBILITES D'EXTENSION : SURFACES, TEMPS.

Lorsqu'il s'agit de cultures effectuées en assolement, toute extension des emblavements d'un produit se traduira l'année suivante par l'accroissement de la production complémentaire. Mais au cours d'un même cycle cultural annuel, une extension n'est possible que dans trois hypothèses : ou bien par accroissement du rendement pour la même unité de surface, ou bien par extension des superficies et défrichements des terres nouvelles, ou bien par raccourcissement de la durée des jachères.

Les budgets familiaux n'apportent évidemment aucun élément pour juger de ces problèmes. Cependant, des renseignements, puisés dans la documentation des sous-secteurs de modernisation de Lara et de Golompou, permettent de fournir quelques précisions.

.../...

Les surfaces mises en culture paraissent bien modestes :

Surfaces cultivées (en are)

| | I Golompoui 4 familles | II Djamboutou et Zaguere 24 familles | III Makebi 8 familles | IV Malane zone 16 familles | V moyenne pour le secteur de Lara (II - III - IV) |
|-----------------------------------|------------------------------|---|-----------------------------|----------------------------------|--|
| cultures vivrières | | | | | |
| p. famille | 293,3 | 262,3 | 138 | 237 | 232 |
| p. travail- leur | 106 | 99,9 | 55,2 | 80,5 | 86 |
| p. tête (1) | 73,3 | 45,5 | 27,6 | 37,8 | 40,5 |
| cultures industriel- les(2) | | | | | |
| p. famille | 40,8 | 96,6 | 81,4 | 143 | 109 |
| p. travail- leur | 14,8 | 36,8 | 32,5 | 48,7 | 40,5 |
| p. tête | 10,2 | 17 | 16,2 | 22,9 | 19 |
| total cul- tivé | | | | | |
| p. famille | 334,1 | 358 | 219,4 | 380 | 341 |
| p. travail- leur | 120,8 | 136,7 | 87,7 | 129,2 | 126,5 |
| p. tête | 83,5 | 62,5 | 43,8 | 60,7 | 59,5 |

.../...

(1) Le sous-secteur de Lara (colonnes II, III, IV, V) chaque individu homme, femme ou enfant, a été compté pour une unité.

(2) ont été comptées comme cultures industrielles les champs de coton et la moitié de ceux d'arachides.

La lecture du tableau montre que dans tous les villages la surface cultivée par un travailleur est sensiblement analogue de l'ordre de 120 ares. Selon les lieux, des surfaces plus ou moins vastes sont consacrées aux cultures vivrières : 19 % de moins à Lara qu'à Golompoui. Mais les cultures industrielles sont susceptibles de varier bien plus à Lara elles sont 170 % plus grande qu'à Golompoui.

Si l'on rapporte les surfaces à la population totale, on constate qu'à Lara où les familles sont plus nombreuses qu'à Golompoui (5,7 individus contre 4) les emblavements en vivres sont 45 % plus faibles. La race ne paraît pas sous-alimentée à Lara. Golompoui certes commercialise une partie de la production de vivres. Mais on peut se demander si les surfaces cultivées, liées à la quantité de main d'œuvre sont fonction du nombre de consommateurs.

Sur de si faibles surfaces, les pratiques agricoles sont-elles si raffinées que la main d'œuvre trouve son emploi normal ? Ici encore, une étude faite auprès de trois foyers par le sous-secteur de Lara permet d'apporter quelques chiffres précis. Ces chiffres, ne concernant que 3 hommes et 5 femmes, ne peuvent être généralisés qu'avec la plus grande prudence. Nous ne les donnons ici qu'à titre indicatif.

Durée du travail agricole

| | Hommes | | | | Femmes | | | |
|----------------------------|-----------|---------|----------|---------|--------------------|------------------|-------------------|---------|
| | monogames | Bigames | Trigames | Moyenne | épouse de monogame | épouse de bigame | épouse de trigame | moyenne |
| cultures vivrières | 43 j. (2) | 42,3/4 | 70j. | 52 j. | 30 j. | 33 j. | 47 | 39 1/2 |
| cultures industrielles (1) | 63 j. | 32 1/2 | 50j. | 49 j. | 47 j. | 43 j. | 34 1/2 | 39 1/2 |
| Total | 106 j. | 75 1/4 | 120 j. | 101 j. | 77 j. | 76 j. | 81 1/2 | 79 |

.../...

(1) Cultures industrielles : coton et moitié arachides.

(2) Jour = 8 heures.

Devant le nombre si faible des jours de travail, il ne faudrait pas crier trop vite à la paresse. En effet, d'autres travaux que les travaux agricoles peuvent occuper la main d'oeuvre : réparation des cases et des outils, artisanat, préparation des aliments ... Le nombre des jours de maladies d'autre part n'est pas connu. Enfin, le climat peut imposer certains arrêts des travaux ruraux.

Une première constatation s'impose : contrairement à ce que l'on dit souvent, les hommes travaillent dans les champs et travaillent même plus que les femmes (805 heures contre 631). Cultures vivrières et cultures industrielles exigent à peu près autant d'heures. Mais si les familles étudiées ici possèdent comme cela paraît l'usage dans la région deux fois plus de champs vivriers que de cultures industrielles, il faut préciser que celles-ci exigent deux fois plus de travail que celles-là.

Dans les trois groupes étudiés, la répartition des journées de travail fournie pour un hectare est la suivante : le coton est le plus exigeant il nécessite 124 jours à l'ha dont 40 pour la récolte. Le mil vient ensuite : 65 jours par hectare, puis l'arachide 52 jours par hectare. Si l'on cherche, à travers les prix perçus effectivement par le paysan, la rémunération de son travail, on arrive au résultat suivant : le coton rapporte entre 120 et 75 Fr par jour, le mil 141 Fr, les arachides 75 Fr. Ce calcul fait avec les rendements estimés normaux dans la région (420 kgs à l'ha pour le coton, 450 pour le mil, 400 pour les arachides) conduit à des chiffres un peu différents (1). Coton 87 Fr par jour, mil 104, arachide 112 Fr.

Les surfaces cultivées sont faibles, les heures de travail peu nombreuses. Une extension des surfaces est-elle possible ? Cela paraît probable mais avant d'affirmer il faudrait tenir compte des pratiques culturales, de la durée des jachères, de la qualité des terres et des travaux non agricoles auxquels doit se livrer le cultivateur.

X. REVENUS NON ETUDIÉS : RIZ -POISSON.

L'étude systématique des budgets familiaux des planteurs de riz n'a pas été faite cependant, quelques éléments ont été rassemblés à travers la comptabilité du secteur de modernisation du Riz

Dans la subdivision de Yagoua 4461 individus (chefs de famille) sont considérés comme planteurs. Chacun d'eux a vendu en moyenne 364 Kgs qui lui ont rapporté 4450 Fr (14 Fr le kg avec retenue de 1,50 s'il y a eu labour mécanique). Les répartitions village par village

.../...

(1) avec le coton à 27 Fr, mil et arachide à 15 Fr le kg.

laissent supposer une assez grande homogénéité, sauf pour le canton de gurvidig.

Répartition des ventes de riz

| CANTON | Nbre de planteurs | Vente moyenne en francs. | Tonnage total |
|----------|-------------------|-----------------------------|---------------|
| Gurvidig | 980 | 2840 | 219265 kgs |
| Yagoua | 2192 | 4950 | 921796 " |
| Pouss | 1289 | 4850 | 525318 " |
| Maroua | 209 | 5475 | 32891 " |
| Total | 4670 | 18115 | 1699270 |

On le voit, l'apport financier du riz aux budgets familiaux est inférieur à celui du coton puisqu'il n'atteint que 4450 Fr alors que le coton fournit 6650 Fr par famille en moyenne.

La culture serait-elle moins rémunératrice que celle du coton et par là même susceptible d'une moindre extension ? D'après des évaluations du Sous-Secteur de Pouss, le temps de travail nécessaire pour 1/3 d'hectare serait de 78 jours (1). La production moyenne peut être estimée à 1300 kg à l'hectare. Avec le riz à 12 Fr le kg, le rendement financier est donc de 65 Fr par jour de travail.

Une telle rémunération n'est pas très forte. Mais elle apparaît surtout faible si on la compare avec les revenus que la population peut tirer de la pêche, activité traditionnelle au bord du Logone.

Sur cette production, les chiffres que nous possédons sont tirés de rapports du Service des Eaux et Forêts. Un simple tour dans les marchés laisse deviner l'importance de cette industrie. Dans la région 22 marchés ont lieu par semaine. En moyenne 1000 à 1500 kgs de poisson préparé se vendent par marché.

.../...

(1) qui se décomposent ainsi : piquetage : 2 j., Défrichage incinération des broussailles : 15 j. Semences, 15 j. sarclage 15 j. Récolte et battage 21 j.

En se basant sur les résultats des enquêtes sur la pêche dans les mares, les divers bras et à la décrue, on peut avancer le chiffre minimum de 50 000 T. annuelles pour toute la région ce qui représente un chiffre d'affaires de près d'un milliard.

Quelques exemples concrets permettront de préciser les revenus fournis par la pêche "Pour 30 familles du 15 Aout au 30 Septembre un barrage a fourni 27 769 Kgs de poisson". Un poisson moyen de l'espèce pesant 250 gr et étant vendu 3 Fr,50 par le pêcheur, cette prise correspond à un gain de 14 000 Fr par famille." Deux équipes l'une de six kotokos, l'autre de 8 Borouans a attrapé fin Juillet 13 655 Kgs de poisson " soit un revenu de 14 800 Fr par hommes. "Du 24 Février au 31 Mai, 6 134 000 poissons ont été pris par un groupe de 260 à 360 pêcheurs". Ici le produit est considérable, puisqu'il varie entre 83 et 60 000 Fr par pêcheur.

Quelques renseignements éparses ne peuvent pas, cela va sans dire, donner une idée des revenus moyens. Ils permettent pourtant de supposer que la pêche laisse des bénéfices supérieurs à ceux de l'agriculture et probablement avec un travail moindre.

I. Volume des dépenses.

Dire que d'après nos budgets les dépenses effectuées s'élèvent au total à 1.200 957 Fr est à peu près dénué d'intérêt. Cependant, l'équilibre entre les recettes d'une part et le total des dépenses et économies de l'autre est une preuve de la sincérité des déclarations.

La répartition des dépenses selon la nature des opérations effectuées est plus intéressante. L'alimentation est le poste le plus important puisqu'il atteint 30,8 % des dépenses totales (dont 21,5 % de produits locaux, 3,7 % de produits importés ; les boissons importées n'aboutissent qu'à un total négligeable 0,1 % mais la bière de mil atteint 5,5 %). Les textiles viennent ensuite avec 24,8 % dont 20 pour les vêtements et 4,8 % pour le linge de maison (couvertures, draps). Parmi les divers produits de consommation qui constituent 4,1 % des dépenses, le savon tient le premier rang 1,3 des dépenses totales, puis le pétrole 0,7, le tabac 0,7 les allumettes 0,4, les articles de parfumerie 0,3, les médicaments 0,3. Les biens durables et les instruments de production sont plus importants ; ils représentent au total 11,8 %. Les dépenses d'habitat sont faibles (0,2 %) un achat de champs est signalé (0,2 %) ce prix pose d'ailleurs des problèmes de droit foncier, des achats de bétail montent à 7 % et les ustensiles et outils importés à 1,2 %, les ustensiles de fabrication locale à 3 %. Le groupement dans une seule rubrique des services divers qui totalisent 27,1 % est un peu artificiel et la décomposition en diverses rubriques s'impose impôts 6,5 %, transport 6,3 %, cadeaux 5,3 %, Dots 3,4 %; rembourse-

ments 2,9 %, salaires 2,4 %, Prêts 0,3 %.

Principaux postes de dépense

| | Produits locaux | | Produits importés | | |
|--|----------------------|--------|-------------------|---------------|------|
| | valeur | % | valeur | % | |
| nourriture 30,8 | alimentation | 260967 | 21,5 | 44082 | 3,7 |
| | Boisson | 66575 | 5,3 | 1840 | 0,1 |
| Produits de consommation 4,1 | Pétrole | | 0,3 | 8350 | 0,7 |
| | Savon | | | 16050 (total) | 1 |
| | Parfumerie | | | 6845 | 0,3 |
| | Médicaments | | | 4180 | 0,3 |
| | Allumettes | | | 5535 | 0,4 |
| | Tabac | | 0,5 | 8620 (total) | 0,2 |
| | Divers | | | 5325 | 0,4 |
| Textiles 24,8 | Linge de maison | | | 57965 | 4,8 |
| | Vêtements | | | 242795 | 20 |
| Biens durables et instruments de production 11,8 | Ustensiles et outils | 15160 | 1,2 | 36360 | 3 |
| | Habitat | 2150 | 0,2 | | |
| | Terre | 2000 | 0,2 | | |
| | Bétail | 86480 | 7,2 | | 6 |
| Services 27,1 | Salaires | 29450 | 2,4 | | |
| | Dots | 41350 | 3,4 | | |
| | Transports | 76500 | 6,3 | | |
| | Impôts | 78300 | 6,5 | | |
| | Cadeaux | 63880 | 5,3 | | |
| | Remboursements | 34900 | 2,9 | | |
| | Ecologies | 700 | | | |
| Prêts | 4500 | 0,3 | | | |
| Total 100 | | | 63,7 | | 34,9 |

.../...

Une première constatation s'impose qui n'a rien d'original d'ailleurs. Les dépenses productives sont faibles. L'achat de terre paraît un fait aberrant (un seul cas) les dépenses de logement ne sont pas productives. Parmi les ustensiles et objets artisanaux, beaucoup sont des instruments de cuisine, et non des outils agricoles. Quelques achats d'outils s'ajoutent aux salaires mais le total des dépenses productives reste de l'ordre de 3 %.

Faut-il y ajouter les achats de bétail ? La traction animale n'est pas encore très répandue et la fumure organique n'est pas systématique. Cependant l'acquisition d'un troupeau procure, par le croît, de nouvelles ressources. Admettons donc que 10,2 % des dépenses ont un caractère d'investissements productifs. Pourrait-on envisager d'ailleurs leur accroissement ? Jusqu'à présent tout le travail agricole se fait en Afrique avec le coupe coupe et la daba. Les secteurs de modernisation s'efforcent de diffuser la culture attelée et à la suite de leurs efforts le problème se posera en termes nouveaux. Nous y reviendrons.

La lecture du tableau précédent permet une autre constatation : les achats de produits importés sont relativement faibles (35 %) et une part importante de l'argent dépensé reste dans le circuit local (64 %) au premier stade. L'activité des échanges économiques intérieurs surprend : on est loin d'une économie de traite. Il est possible qu'avec la naissance de besoins nouveaux la part du commerce extérieur s'accroisse. Dans la région cacaoyère du Sud Cameroun, par exemple, elle est plus élevée.

II - Répartition géographique .

Mais les villages étudiés sont assez différents les uns des autres pour qu'il soit nécessaire de distinguer dans chacun d'entre eux les grandes lignes de la répartition des dépenses

.../...

Répartition des dépenses par village (en %)

| | Mbourao | Midjivim | Kaélé | Djamboutou | Lara | Moyenne |
|---------------------|---------|----------|-------|------------|------|---------|
| Aliments locaux | 18,4 | 16,6 | 22 | 10,4 | 29 | 21,5 |
| Boissons locales | 6 | 5 | 7,5 | 1,4 | 3,5 | 5,5 |
| Aliments importés | 3,8 | 1,7 | 4 | 1,9 | 4,3 | 3,7 |
| Boissons importées | | | 0,3 | | | 0,1 |
| Pétrole | 1,1 | 0,3 | 0,6 | | 1,1 | 0,7 |
| Savon | 4,1 | 2 | 0,2 | 0,9 | 2,2 | 1,3 |
| Parfumerie | 0,8 | | 0,5 | | 1 | 0,3 |
| Médicaments | | | 0,6 | | 0,3 | 0,3 |
| Allumettes | 0,8 | 0,3 | 0,2 | 0,3 | 0,8 | 0,4 |
| Tabac | 3,1 | 0,6 | 0,2 | 0,4 | 0,7 | 0,7 |
| Divers | 1,4 | | 0,4 | | 0,4 | 0,4 |
| Linge de maison | 4 | 4,4 | 6 | 2 | 4,5 | 4,8 |
| Vêtements | 6 | 21 | 19 | 16 | 29 | 20 |
| Ustensiles importés | 0,6 | 2,2 | 3 | 2,9 | 4 | 1,2 |
| artisanat | 2,8 | 1,9 | 0,6 | 1,4 | 1,2 | 3 |
| Habitat | 0,6 | | | | 0,4 | 0,2 |
| Terre | 1,6 | | | | | 0,2 |
| Bétail | 15,9 | 13,8 | 1 | 29 | | 7,2 |
| Salaires | 2,5 | 1,4 | 3,7 | 1,4 | 0,9 | 2,4 |
| Dot | | 9,5 | 1,3 | 8 | 3,4 | 3,4 |
| Transports | 1,3 | | 14,6 | 0,4 | 0,1 | 6,3 |
| Impôts | 15,5 | 10 | 3,9 | 4,5 | 6,5 | 6,5 |
| Cadeaux | 9 | 4 | 6,5 | 0,2 | 4,4 | 5,3 |
| Remboursement | | 5,5 | | 18,8 | | 2,9 |
| Prêt | | | | | 1,5 | 0,3 |
| Ecole | | | 0,1 | | 0,2 | |

.../...

En effet, les différentes tribus ont conservé leurs coutumes originales, et si une fusion s'esquisse elle est loin d'être accomplie. Ces différences ethniques expliquent certaines orientations des achats. C'est ainsi que s'explique probablement l'importance de la consommation de tabac à Mbourao. Gros producteurs de tabac, les Toupouris sont en même temps grands fumeurs. Leur coquetterie, les soins qu'ils prennent d'eux-mêmes se marquent traditionnellement par des retraits que font les jeunes hommes en se nourrissant uniquement de lait, "pour être beaux"; le port de bijoux et ornements de vannerie: peut être cette tendance explique-t-elle l'importance des achats de parfumerie et bimbeloterie (classés sous la rubrique, consommation divers). C'est évidemment de la même façon que peut s'expliquer la faiblesse extraordinaire des achats de vêtements, à Mbourao.

A côté de ces usages locaux, le degré d'euro péanisation de la population fait évidemment varier les besoins : influence des blancs par exemple de ceux qui ont vécu en ville, possibilité des achats et tentation des boutiques ont une action évidente.

De ce point de vue, la division des 5 villages en deux groupes, ceux restés quasi-intacts et ceux qui se sont transformés paraît intéressante. Kaélé et Lara rentrent dans le premier groupe, Midjivim, Mbourao et Djamboutou dans le second.

Dans les premiers, les dépenses d'alimentation locale sont fortes la présence quotidienne des bouchers permet des achats de viande. L'importance (relative) des aliments européens, du linge de maison, des ustensiles montre que ces produits peuvent rapidement attirer la clientèle "évoluée". L'apparition d'un poste "médicaments" dans les budgets de Lara et Kaélé ne prouve pas que la morbidité y soit plus forte mais simplement que la présence de produits médicamenteux sur les marchés dans les boutiques ou aux dispensaires fait naître un besoin.

Les dépenses de transport semblent d'après le tableau général caractériser les budgets de Kaélé. En fait, tout se trouve faussé par le budget d'un commerçant qui a effectué pour l'exercice de sa profession des voyages dans le Sud. Ce budget, tiré au hasard est après tout représentatif d'une catégorie.

Les achats d'objets artisanaux sont peu importants ; pourtant ces articles sont faciles à trouver sur les marchés. Mais il semble qu'une concurrence se fasse sentir entre les ustensiles de provenance industrielle (émaillés, marmites, et les ustensiles de facture artisanale (calebasses, bourmas). En "ville" les premiers éliminent les seconds.

Deux traits caractérisent les budgets des zones restées traditionalistes : l'importance du bétail et celle des dats. Cependant, sous l'apparente ressemblance des pourcentages, se cachent deux phénomènes bien distincts. A Djamboutou les achats portent presque uniquement sur des bouefs de labour, 42050 sur 42950. A Midjivim et

Mbourao par contre, les achats de chèvres et volailles sont importants 7060 sur 36930 et parmi les bovins, les bêtes de trait sont rares. L'influence du poste de paysannat paraît certaine à Djamboutou et les achats de boeufs ont été accomplis sur ses conseils, pour accroître les possibilités de culture grâce aux charrues et autres outils. A Midjivim et Mbourao les achats ont été effectués selon les usages anciens en placement de bénéfices.

L'importance des dots versées à Djamboutou et Midjivim reste inexplicquée. Chez les Mundang, en effet comme chez les Toupouri ou les Guisiga, la dot est essentiellement composée de bétail et d'objets divers. L'argent n'y entre qu'à titre accessoire, jusqu'à présent.

III - Répartition selon les groupes de revenus.

Les dépenses peuvent varier selon des critères géographiques. Cependant la cause la plus vraisemblable des variations doit être le niveau des revenus. Que donne une ventilation selon le critère ?

Cinq groupes de revenus peuvent être distingués : jusqu'à 5000 Fr de 5 à 10.000 Fr, de 10 à 15, de 15 à 20.000 Fr Enfin tous les revenus supérieurs à 20.000 Fr.

En dehors de toute étude sur les valeurs absolues dépensées, une comparaison des diverses proportions montre que en comparaison des pauvres, les riches consacrent dans leur budget une part plus grande aux ustensiles, aux vêtements, au linge de maison. Le cas du pétrole est moins net. Au contraire, à mesure qu'augmente la richesse, la proportion des dépenses de tabac, allumettes, bétail, impôt, savon, artisanat, diminue. Les dépenses alimentaires représentent une fraction à peu près constante des budgets.

Proportion constante signifie bien entendu que les valeurs absolues croissent avec le revenu. 267 Fr chez les pauvres, 740 Fr chez les riches sont consacrés à l'alimentation d'origine locale. Une amélioration du régime est donc certaine chez les riches.

Lorsque l'importance proportionnelle de la dépense décroît avec la richesse, on peut se trouver devant un besoin constant qui doit nécessairement être assuré, sur lequel aucune économie n'est possible et qui n'est pas susceptible de se développer. Les achats de savon en fournissent un bon exemple : quels que soient les revenus, ils restent aux alentours de 40 Fr par tête. Les achats d'allumettes ont vraisemblablement le même caractère. Les charges fiscales évoluent de façon analogue, mais les variations du nombre des non impossibles faussent un peu nos calculs, puisque la répartition des dépenses a été faite ici par tête. Les dépenses de tabac ont un caractère particulier puisqu'elles sont plus fortes en valeur absolue chez les pauvres gens que chez les riches : pour expliquer ce phénomène, il faut tenir compte d'un fait particulier. Le village de Mbourao est pauvre et forme en grande

.../...

partie l'effectif du groupe des faibles revenus. Or, nous l'avons remarqué, les Toupouris sont grands fumeurs. Le cas des achats de bétail est un peu semblable : l'importance de ces transactions dans les villages pauvres de Mbourao et Midjivim est liée à des usages locaux plus qu'au niveau des revenus.

Lorsque l'importance proportionnelle d'une dépense croît avec la richesse on a à faire à des dépenses de luxe, que le planteur peut satisfaire lorsqu'il s'est assuré le nécessaire. Il est étrange de constater qu'en ce cas aucune saturation ne se remarque. Le fait est important à noter : si en effet le niveau des revenus monétaires s'élève il est probable que ces achats se développeront en même temps : indication précieuse pour le commerce dans les années à venir. Les achats d'ustensiles importés, de vêtements, de linge de maison sont dans ce cas : ils passent respectivement de 4 Fr, 82 Fr, 34 Fr, par tête chez les pauvres à 124 Fr, 700 Fr, 150 Fr chez les riches. Le pétrole qui dans le Sud apparaît comme nécessaire revêt ici un certain caractère de luxe présentement du moins.

.../...

IV. Répartition des dépenses selon les tranches de revenus.

| | A/revenus de 1000 à 5000 Fr | | B/Revenus de 5 à 10000 | | C/revenus de 10000 à 15000 | | D/revenus de 15 à 20000 | | E/revenus de 20000 Fr | |
|-----------------------|-----------------------------|------------------|-----------------------------|------------------|-----------------------------|------------------|-----------------------------|------------------|-----------------------------|------------------|
| | % dans les dépenses totales | dépense par tête | % dans les dépenses totales | dépense par tête | % dans les dépenses totales | dépense par tête | % dans les dépenses totales | dépense par tête | % dans les dépenses totales | dépense par tête |
| Alimentation locale | 26,5 | 267 | 17 | 160 | 25 | 390 | 26 | 600 | 20 | 700 |
| Alimentation importée | 4,2 | 42 | 3 | 35 | 1,6 | 25 | 5,8 | 132 | 4 | 142 |
| Boissons locales | 5,5 | 56 | 10 | 100 | 10 | 164 | 4,5 | 104 | 2,2 | 80 |
| Boissons importées | | | 0,05 | 0,50 | | | | | 0,2 | 11 |
| Pétrole | | | 1 | 10 | 0,2 | 4,5 | 0,5 | 12 | 0,6 | 22 |
| Savon | 11 | 41 | 3,8 | 35 | 2,7 | 42 | 2,3 | 52 | 1,6 | 59 |
| Parfumerie | 0,7 | 7 | 0,5 | 4 | 0,6 | 10 | 1 | 24 | 0,4 | 15 |
| Médicaments | | | | | | | | | 0,7 | 26 |
| Allumettes | 1 | 11 | 0,5 | 5 | 0,6 | 9 | 0,5 | 12 | 0,3 | 12 |
| Tabac | 2,4 | 25 | 1,5 | 14 | 1,4 | 22,5 | 0,3 | 7,5 | 0,04 | 1,7 |
| Divers | 1,4 | 14 | 0,1 | 17 | 0,6 | 9 | | | 0,3 | 11 |
| Linge de maison | 3,4 | 34 | 5,5 | 53 | 5 | 78 | 7,5 | 174 | 4,3 | 150 |
| Vêtements | 8 | 82 | 19,4 | 182 | 24 | 375 | 23,5 | 538 | 19,8 | 700 |
| Ustensiles importés | 0,4 | 4 | 2,3 | 22 | 2,9 | 45 | 3,5 | 81 | 3,5 | 124 |
| Ustensiles artisanaux | 1,6 | 16 | 1,8 | 17 | 1,7 | 26,5 | 2,3 | 53 | 0,6 | 24 |
| Habitat | | | 0,8 | 7 | 0,3 | 4,5 | 0,1 | 3,7 | | |
| Terre | 2,7 | 27 | | | | | | | | |
| Bétail | 16 | 162 | 9 | 84 | 8,5 | 134 | | | 5,5 | 215 |
| Salaires | 2 | 20 | 1,8 | 17 | 2,5 | 39 | 0,5 | 12 | 3 | 104 |
| Dot | | | | | | | 11,6 | 263 | 4,5 | 158 |
| Transports | 1,4 | 15 | 0,3 | 3,4 | 0,4 | 6 | | | 12 | 450 |
| Impôts | 17,8 | 180 | 10 | 96 | 7 | 114 | 11,5 | 102 | 4 | 154 |
| Cadeaux | 0,7 | 7 | 7,5 | 72 | 1 | 18 | 4 | 91 | 5 | 183 |
| Remboursements | | | | | 0,4 | | | | 5,5 | 220 |

Mais toute cette répartition des dépenses selon le niveau des revenus est établie d'après des totaux et des moyennes : méthode rapide qui ne tient pas compte de la dispersion des cas particuliers et masque les diversités sous une trompeuse unité. Pour apporter au tableau un peu schématique qui précède les nuances nécessaires, il convient de reprendre certains postes.

A - ALIMENTATION DE PROVENANCE LOCALE.

Viande fraîche et poisson séché constituent les principaux éléments du poste "dépense d'alimentation locale". Les kolas viennent ensuite, puis des légumes et tubercules divers, enfin le mil. Mais viande et poisson constituent la masse la plus importante (63 % des achats). Leur répartition n'est pas sans intérêt :

Répartition des principales dépenses d'alimentation locale

| | <u>MBOURAO</u> | | <u>MIDJIVIM</u> | | <u>KAELE</u> | |
|---------|-------------------|-------------|-----------------|-------------|--------------------|-------------|
| | ! par tête! | ! % dans | ! par tête! | ! % dans | ! par tête! | ! % dans le |
| | ! le poste! | ! le poste! | ! le poste! | ! le poste! | ! le poste! | ! le poste! |
| Viande | ! 60 Fr | ! 40 % | ! 95 Fr | ! 60 % | ! 380 Fr | ! 60 % |
| Poisson | ! 55 Fr | ! 38 % | ! 41 Fr | ! 25 % | ! 100 Fr | ! 25 % |
| Autres | ! 22 % | ! | ! 15 % | ! | ! 15 % | ! |
| | <u>DJAMBOUTOU</u> | | <u>LARA</u> | | <u>MOYENNE (1)</u> | |
| Viande | ! 70 Fr | ! 60 % | ! 126 Fr | ! 29 % | ! 172 Fr | ! 43 % |
| Poisson | ! 35 Fr | ! 19 % | ! 140 Fr | ! 15 % | ! 82 Fr | ! 20 % |
| Autres | ! 21 % | ! | ! 66 % | ! | ! 37 % | ! |

La consommation de viande semble croître avec la fortune (Lara) et le degré d'urbanisation (Kaélé). La consommation de poisson évolue peut-être dans le même sens, mais les chiffres sont moins divers : le poisson ne serait-il pas un besoin plus essentiel ?

Toutefois si l'on construit un graphique, avec le total des dépenses d'alimentation locale en abscisses et le nombre

(1) Comme dans tous les tableaux suivants de ce genre, ce chiffre moyen est donné sous toutes réserves, non pour sa valeur absolue, mais comme élément de comparaison entre les divers articles.

des rationnaires en ordonnées, il ne semble pas que l'on puisse conclure : les budgets sont trop dispersés, comme on peut en juger par le tableau suivant :

Dépenses d'alimentation locale et nombre de rationnaires.

| Nombre de rationnaires | ! | % de familles dépensant 0 à 3.000 Fr | ! | % de familles dépensant plus de 3.000 Fr |
|------------------------|---|--------------------------------------|---|--|
| 1 à 3 | ! | 78 % | ! | 22 % |
| 4 et 5 | ! | 76 % | ! | 24 % |
| plus de 5 | ! | 74 % | ! | 26 % |

Même si la progression n'est pas due au hasard, il n'est pas certain qu'elle soit suffisante pour affirmer une constance des dépenses alimentaires quand le groupe s'étend.

L'examen d'un graphique construit avec la dépense d'alimentation par tête confirme cette impression. A quelques exceptions près, la dépense est plus forte dans les petits groupes que dans les familles nombreuses. Le groupement des chiffres suggère une courbe qui partirait de 1.000 Fr ou 1.100 Fr par tête, dans les foyers de 3 membres et diminuerait régulièrement pour devenir nul dans le cas de foyers groupant 10 ou 11 membres.

Entre les dépenses d'alimentation locale et les revenus, au contraire, une corrélation positive paraît se dégager :

Dépenses d'alimentation et revenus.

| Tranches de revenus de: | ! | % de familles dépensant de 0 à 3.000 Fr | ! | % de familles dépensant plus de 3.000 Fr |
|-------------------------|---|---|---|--|
| 0 à 5.000 Fr | ! | 95 % | ! | 5 % |
| 5 à 10.000 Fr | ! | 96 % | ! | 4 % |
| 10 à 15.000 Fr | ! | 73 % | ! | 27 % |
| 15 à 20.000 Fr | ! | 62 % | ! | 37 % |
| plus de 20.000 Fr | ! | 45 % | ! | 55 % |

Pour les revenus supérieurs à 10.000 Fr, les achats alimentaires semblent donc progresser en fonction du revenu.

B - BOISSON DE FABRICATION LOCALE. (1)

La consommation est certainement beaucoup plus importante que nos chiffres ne peuvent le laisser penser. Une étude faite par le poste de paysannat de Lara peut donner quelques indications. Dans une zone comprenant 126 sares (126 hommes, 199 femmes et 298 enfants), 123 tonnes de mil ont été récoltées. La consommation alimentaire est d'environ 550 grs par jour et par personne adulte. Pour 474 consommateurs (en comptant les enfants pour $\frac{1}{2}$ part) 95 T. sont donc mangées. Le reste -soit 28 T.- est transformé en bière, puisqu'il n'y a pas eu d'exportation observée : à raison de 300 grammes de mil par litre de bière, les adultes absorbent donc 840 hl. Ce chiffre n'a rien d'extraordinaire d'ailleurs. Les femmes buvant peu, s'il y a 240 buveurs, la consommation est de 350 l. par an et par personne.

L'étude présentée ici ne porte pas sur la consommation totale, mais ce qui est payé en monnaie. L'écart entre les deux quantités vaut d'être signalé. Les dépenses déclarées correspondraient (à 5 Fr le litre) à 133 hl. L'enquête porte sur 431 adultes (2), mais si l'on admet que seuls les hommes sont buveurs, le total consommé ne serait que de 100 l. par individu. Bien entendu, il n'est pas question de généraliser des chiffres encore hypothétiques et d'affirmer que la différence entre les 350 litres fabriqués ici et les 133 achetés là, constitue la consommation domestique. Mais ce que l'on peut affirmer à coup sûr, c'est que la consommation familiale est plus importante que ce qui est acheté.

Cela ôte quelque intérêt à l'étude des dépenses de boisson. A ne voir que les mouvements d'argent, on serait tenté de souligner l'intempérance des possesseurs de revenus compris entre 5 et 10.000 Fr et de louer la vertu des riches :

(1) Seules les bières de mil sont visées ici. Trois interrogés seulement ont déclaré des achats d'arki.

(2) Rappelons les chiffres : 96 foyers, 138 hommes, 200 femmes 282 enfants.

Dépenses de boisson et revenus.

| Tranches de revenus de : | % de familles dépendant | % de familles dépendant | % de familles dépendant |
|--------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| | 0 | de 0 à 500 Fr | plus de 500 Fr |
| 0 à 5.000 Fr | 28 % | 61 % | 11 % |
| 5 à 10.000 Fr | 15 % | 54 % | 30 % |
| 10 à 15.000 Fr | 25 % | 37 % | 37 % |
| 15 à 20.000 Fr | 50 % | 12 % | 37 % |
| plus de 20.000 Fr | 40 % | 22 % | 33 % |

Peut-être les riches s'abstiennent-ils par respectabilité de fréquenter les cabarets qui s'organisent à l'occasion des marchés ?

C - ALIMENTATION IMPORTEE.

Ce chef de dépense est assez faible mais il semble susceptible de s'accroître avec les ressources.

Un coup d'oeil jeté sur l'aire de dispersion des budgets permet de constater que pour les revenus inférieurs à 12.000 Fr, les dépenses sont très groupées, autour de 500 Fr; pour les revenus supérieurs les dépenses se dispersent, mais paraissent croître en fonction du revenu, comme le marque bien le tableau suivant :

Dépenses d'alimentation importée et revenus.

| Tranches de revenus de : | % de familles dépendant | % de familles dépendant | % de familles dépendant |
|--------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| | 0 | de 0 à 600 Fr | plus de 600 Fr |
| 0 à 5.000 Fr | 17 % | 72 % | 11 % |
| 5 à 10.000 Fr | 14 % | 75 % | 11 % |
| 10 à 15.000 Fr | 48 % | 52 % | 0 |
| 15 à 20.000 Fr | 37 % | 25 % | 37 % |
| plus de 20.000 Fr | 10 % | 45 % | 45 % |

Y aurait-il là encore un seuil comme ce que nous signalions à propos de l'alimentation d'origine locale ?

Les dépenses ne semblent pas évoluer en fonction de l'extension de la famille. Certains achats ont un caractère de luxe, le sucre par exemple qui constitue 17 % de ce poste. Le sel par contre est un élément essentiel : il n'est donc pas étonnant qu'il soit le plus important des aliments importés (30 % des dépenses). Si 58 budgets seulement en portent mention, c'est vraisemblablement parce qu'il est parfois acheté par les femmes, en très petites quantités oubliées dans les inventaires. En général le sel n'est pas vendu jusqu'à présent écrasé. Au contraire, il est fondu puis remoulé en gros morceaux. La répartition des achats par village est la suivante :

Répartition des principales dépenses d'alimentation importée.

| | <u>MBOURAO</u> | | <u>MIDJIVIM</u> | | <u>KAELE</u> | |
|--------|-------------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|-----------------|
| | par tête | % dans le poste | par tête | % dans le poste | par tête | % dans le poste |
| Sel | 16 Fr | 45 % | 16 Fr | 77 % | 13 Fr | 11 % |
| Sucre | 12 Fr | 35 % | 4 Fr | 18 % | 25 Fr | 20 % |
| Autres | | 20 % | | 5 % | | 69 % |
| | <u>DJAMBOUTOU</u> | | <u>LARA</u> | | <u>MOYENNE</u> | |
| Sel | 22 Fr | 50 % | 45 Fr | 48 % | 23 Fr | 32 % |
| Sucre | 7 Fr | 17 % | 9 Fr | 10 % | 12 Fr | 18 % |
| Autres | | 33 % | | 42 % | | 50 % |

La relative constance des dépenses par tête est remarquable sauf à Lara où plusieurs budgets notent des achats de sacs de sel et faussent probablement la moyenne. La consommation se trouve-t-elle accrue ou bien les approvisionnements dureront-ils plus d'un an ?

D'autres ventes se développeront et commencent déjà à apparaître : lait concentré (malgré des achats de lait frais), sardines, stockfish et surtout riz.

D - PETROLE.

A travers les budgets des planteurs de cacao du sud, le pétrole apparaît comme une denrée nécessaire qui est achetée dans toutes les familles et dont la consommation, relativement constante, ne dépend pas de la fortune. Il en est tput différemment ici, un graphique portant revenus et dépenses de pétrole

permet de le constater. Le tableau ci-après permet d'en juger :

Dépenses de pétrole et revenus.

| Tranches de revenus de : | % de familles dépensant 0 | % de familles dépensant de 0 à 200 Fr | % de familles dépensant plus de 200 Fr |
|--------------------------|---------------------------|---------------------------------------|--|
| 0 à 5.000 Fr | 100 % | | |
| 5 à 10.000 Fr | 80 % | 17 % | 3,5 % |
| 10 à 15.000 Fr | 85 % | 10 % | 4,5 % |
| 15 à 20.000 Fr | 37 % | 60 % | |
| plus de 20.000 Fr | 28 % | 22 % | 50 % |

A partir de 15.000 Fr de revenus, la dépense évolue en fonction des ressources.

Besoin de riche, le pétrole est aussi un besoin "civilisé": à 5 ou 6 exceptions près, les consommateurs sont des habitants de Kaélé ou de Lara et 70 % des interrogés déclarent ne pas acheter de pétrole.

Le nombre d'individus vivant au foyer n'a pas une incidence évidente sur les dépenses, preuve qu'il ne s'agit pas d'un besoin vital.

E - SAVON.

Le caractère de "luxe" est moins marqué pour les achats de savon : 90 % des budgets comportent des dépenses sous cette rubrique. De l'étude rapide d'un graphique des dépenses en fonction des revenus se dégage l'impression d'une constante. Mais des comparaisons de chiffres permettent de penser que les dépenses croissent un peu en fonction des revenus.

Dépenses de savon et revenus.

| Tranches de revenus de : | % de familles dépensant 0 | % de familles dépensant de 0 à 250 Fr | % de familles dépensant de 250 à 350 Fr | % de familles dépensant plus de 350 Fr |
|--------------------------|---------------------------|---------------------------------------|---|--|
| 0 à 5.000Fr | 26 % | 50 % | 5 % | 16 % |
| 5 à 10.000Fr | 15 % | 39 % | 27 % | 19 % |
| 10 à 15.000Fr | 4 % | 39 % | 50 % | 4 % |
| 15 à 20.000Fr | 0 % | 50 % | 38 % | 12 % |
| + de 20.000Fr | 5 % | 37 % | 31 % | 25 % |

L'influence du nombre de rationnaires est moins sensible :

Dépenses de savon et nombre de rationnaires.

| Nombre de rationnaires | % de familles dépensant | % de familles dépensant de | % de familles dépensant de | % de familles dépensant plus |
|------------------------|-------------------------|----------------------------|----------------------------|------------------------------|
| | 0 | 0 à 250 Fr | 250 Fr à 350 Fr | de 350 Fr |
| 1 à 3 | 16 % | 45 % | 22 % | 16 % |
| 4 et 5 | 18 % | 33 % | 33 % | 15 % |
| plus de 5 | 8 % | 40 % | 25 % | 16 % |

F - LINGE DE MAISON.

Ici la dispersion est plus grande. Le nombre de ceux qui déclarent n'avoir rien acheté est relativement important (30 sur 96). Contrairement à ce qui se passe pour le pétrole, les non acheteurs ne sont pas répartis massivement dans l'un ou l'autre village, mais éparpillés partout : 11 à Mbourao, 7 à Midjivim, 5 à Lara, 4 à Kaélé, 3 à Djamboutou. Alors que le pétrole apparaissait comme un besoin lié à l'évolution "urbaine" (Lara, Kaélé), ces achats peuvent difficilement être liés à une catégorie sociale. Ils paraissent avoir un caractère de nécessité puisque l'importance en est liée au nombre de rationnaires :

Dépenses de linge de maison et nombre de rationnaires.

| Nombre de rationnaires | % de familles dépensant | % de familles dépensant de | % de familles dépensant |
|------------------------|-------------------------|----------------------------|-------------------------|
| | 0 | de 0 à 500 Fr | plus de 500 Fr |
| 1 à 3 | 67 % | 27 % | 5,5 % |
| 4 et 5 | 57 % | 35 % | 7 % |
| plus de 5 | 28 % | 39 % | 28 % |

Mais l'influence des revenus reste sensible : et l'on croit deviner une modification de la répartition dans la catégorie de 10 à 15.000 Fr de revenu - seuil déjà rencontré.

Dépenses de linge de maison et revenus.

| Tranche de revenus : | % de familles dépensant | % de familles dépensant de | % de familles dépensant |
|----------------------|-------------------------|----------------------------|-------------------------|
| | 0 | de 0 à 500 Fr | plus de 500 Fr |
| 0 à 5.000 Fr | 85 % | 10 % | 5 % |

| Tranches de revenus : | % de familles dépendant | % de familles dépendant | % de familles dépendant |
|-----------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| | 0 | de 0 à 500 Fr | plus de 500 Fr |
| 5 à 10.000 Fr | 68 % | 28 % | 4 % |
| 10 à 15.000 Fr | 37,5 % | 50 % | 12 % |
| 15 à 20.000 Fr | 10 % | 50 % | 40 % |
| plus de 20.000Fr | 12 % | 25 % | 62 % |

Toutefois il faut avouer que la dispersion des budgets est grande et qu'un graphique construit avec les revenus et les achats de linge de maison ne présente pas, à première vue, de ligne de force évidente.

Divers articles de literie forment l'essentiel de ce poste : couvertures 38 %, matelas 30 %, oreillers 5 % et draps (1) (ou plus précisément pagnes de nuit) 18 %. La répartition à travers les différents villages montre que les couvertures sont achetées partout, même dans les zones reculées et pauvres, tandis que le matelas n'est acheté que dans des milieux semi-urbains (Kaélé) ou riches (Lara et Djamboutou). Encore qu'une moyenne n'ait pas grand intérêt, les achats par individu font bien ressortir cette variation de la dépense.

Répartition des principales dépenses de linge de maison.

| | MBOURAO | | MIDJIVIM | | KAELE | |
|------------|----------|-----------------|----------|-----------------|----------|-----------------|
| | par tête | % dans le poste | par tête | % dans le poste | par tête | % dans le poste |
| Matelas | 2 Fr | 6 % | 3 Fr | 5 % | 64 Fr | 30 % |
| Oreiller | | | | | 19 Fr | 9 % |
| Drap | 7,5Fr | 20 % | 3 Fr | 5 % | 51 Fr | 25 % |
| Couverture | 26 Fr | 72 % | 44 Fr | 85 % | 70 Fr | 35 % |
| Divers | | 2 % | | 5 % | | |

| | DJAMBOU TOU | | LARA | | MOYENNE | |
|------------|-------------|-----------------|----------|-----------------|----------|-----------------|
| | par tête | % dans le poste | par tête | % dans le poste | par tête | % dans le poste |
| Matelas | 14 Fr | 30 % | 39 Fr | 41 % | 28 Fr | 30 % |
| Oreiller | | | 4 Fr | 4 % | | 5 % |
| Drap | 4 Fr | 10 % | 13 Fr | 14 % | 17 Fr | 18 % |
| Couverture | 27 Fr | 57 % | 42 Fr | 41 % | 35 Fr | 38 % |
| Divers | | | | | | 6 % |

(1) Il est possible que certaines déclarations aient confondu drap (utilisé comme pagne) et dessus de lit. D'où certains chiffres élevés.

G - VETEMENTS.

Les dépenses de vêture sont parmi les plus importantes, et nul n'y échappe. A Mbourao même, chez les Toufouris que l'on dit nus, 66 % des budgets signalent des achats de vêtements (1).

Il y a là un fait nouveau dont un document précis et bien établi permet de saisir l'importance. En 1955, le poste de paysannat de Golompoui avait procédé à l'inventaire le plus complet possible d'un quartier Toufouris. Cinquante sarés comprenant 246 habitants (53 hommes, 71 femmes, 113 enfants, 9 vieillards) ont été explorés et il y a été trouvé entre autres objets: 8 boubous, 15 pantalons, 17 shorts, 12 chemises, 19 godous (tissu indigène utilisé en pagne), 7 pagnes, 10 robes, 5 couvertures, 1 mouchoir de tête, 1 béret, 1 bonnet, 1 matelas. Tels sont les seuls articles textiles utilisés alors. Si l'on évalue le capital en question, d'après les prix d'achats actuels, on aboutit à une masse de 18.150 Fr de textiles pour 246 habitants. Or, pour les 136 habitants de Mbourao, les budgets indiquent 7.540 Fr de vêtements et 4.950 Fr de literie achetées en 1956. Le capital mis à la disposition de chaque individu en 1954 est inférieur aux seuls achats effectués en 1956 : 74 Fr par tête en face de 92Fr. Cette différence considérable mesure le succès obtenu par les efforts de modernisation économique menés dans la région.

De quelle nature sont les objets achetés ? Les vêtements masculins viennent de loin en tête (avec 60 % où nous avons inclus 3 à 15 % de chaussures (2)). Les vêtements féminins atteignent 29 % et les achats pour les enfants 11 % (3).

La répartition par village de ces divers achats est la suivante :

-
- (1) 7 budgets au total ne comportent aucune dépense de ce type: 6 à Mbourao, 1 à Midjivim.
 - (2) Une déclaration a pu confondre les achats personnels et les achats pour revendre. D'où deux interprétations possibles -séparées par une marge de 15.000 Fr-. Les chaussures de femmes (rares) ont été ajoutées ici aux chaussures d'homme.
 - (3) Sans que l'on ait précisé l'âge des enfants. Il peut s'agir dans un nombre restreint de cas, d'adultes entretenus par leurs parents.

Répartition des principales dépenses d'habillement.

| | <u>MBOURAO</u> | | <u>MIDJIVIM</u> | | <u>KAELE</u> | |
|------------|-------------------|--------------------|-----------------|--------------------|-----------------------|--------------------|
| | par tête (a) | % dans le poste | par tête | % dans le poste | par tête | % dans le poste |
| Hommes | 170 Fr | 85 % | 770 Fr | 65 % | 1800 Fr ou 1400 Fr | 65 % |
| Femmes | 18 Fr | 8 % | 170 Fr | 22 % | 450 Fr | 25 % |
| Enfants | 9,5 Fr | 7 % | 63 Fr | 12 % | 120 Fr | 9 % |
| ----- | | | | | | |
| dont | | | | | | |
| chaussures | 33 Fr | 16 % (b) | 71 Fr | 6 % | 470 Fr ou 75 Fr | 17 % ou 3 % |
| ----- | | | | | | |
| | <u>DJAMBOUTOU</u> | | <u>LARA</u> | | <u>MOYENNE</u> | |
| Hommes | 720 Fr | 40 % | 1660 Fr | 51 % | 1080 Fr | 60 % |
| Femmes | 430 Fr | 34 % | 650 Fr | 38 % | 360 Fr | 29 % |
| Enfants | 180 Fr | 26 % | 148 Fr | 9 % | 100 Fr | 11 % |
| ----- | | | | | | |
| dont | | | | | | |
| chaussures | 152 Fr | 8 % | 122 Fr | 4 % | 190 Fr | 10 % |

(a) Selon les cas, par homme, par femme, ou par enfant

(b) Par homme.

Il est intéressant de constater que dans les villages riches, la part consacrée aux femmes et aux enfants s'accroît. Les hommes sont évidemment les premiers bénéficiaires de la prospérité, mais aussitôt après femmes et enfants ont leur part.

L'importance des achats de chaussures retiendra également l'attention. Les achats débutent alors que les ressources sont encore modestes comme à Mbourao. Dans ce cas d'ailleurs une fraction de la consommation importante en nombre (7/10) mais faible en valeur, est satisfaite par l'artisanat local. Dans le domaine du vêtement proprement dit l'importance des tissus indigènes est faible. Satisfaisant un besoin primordial, les achats de vêtements n'ont pourtant aucune constance : ils évoluent très nettement en fonction du revenu. Les chiffres sont assez groupés pour que l'on puisse imaginer une courbe d'achats partant de 0 pour les revenus voisins de 4.000 Fr, montant à 2.000 Fr pour les revenus de 12.000 Fr, atteignant 4.000 Fr pour les revenus de 18.000 Fr. La dispersion est peut-être alors plus marquée, mais en tous cas la courbe monterait moins rapidement pour se trouver aux environs de 5.000 Fr pour les revenus de 35 à 40.000 Fr. L'ascension se trouve presque

constante. Déjà à propos des budgets du Sud nous signalions que dans ce domaine la saturation ne semblait pas se dessiner.

Si l'on cherche à voir la dépense par tête en fonction du nombre de rationnaires, on constate une corrélation, mais en sens contraire : à son maximum dans les familles à faible effectif, la dépenses par tête baisse régulièrement et l'on pourrait imaginer une courbe partant de 600 Fr pour la famille de 4 membres et allant vers 0 pour le groupe de 12 membres.

H - USTENSILES IMPORTES.

Près de 50 % de nos budgets ne comportent pas d'achat d'ustensiles importés. Tirer des lois en partant de l'observation d'une cinquantaine de cas est donc assez vain. Sous cette réserve, il semble que les achats évoluent avec les revenus.

Dépenses d'ustensiles et revenus.

| Tranches de revenus | % de familles dépendant 0 | % de familles dépendant de 0 à 500 Fr | % de familles dépendant plus de 500 Fr |
|---------------------|---------------------------|---------------------------------------|--|
| 0 à 5.000 Fr | 85 % | 10 % | 5 % |
| 5 à 10.000 Fr | 68 % | 28 % | 4 % |
| 10 à 15.000 Fr | 37 % | 50 % | 12 % |
| 15 à 20.000 Fr | 10 % | 50 % | 40 % |
| plus de 20.000Fr | 12 % | 25 % | 62 % |

Cependant la catégorie des hauts revenus n'achète pas de façon proportionnée à ses ressources. La comparaison avec un graphique tracé ci-après, les achats d'ustensiles et le nombre des membres du groupe, suggère une explication -encore que les dépenses soient assez éparpillées : les achats sont à leur maximum dans les groupes de 7 ou 8 individus. Ils décroissent ensuite. Ne peut-on supposer que dans un système de monogamie ou de petite polygamie, le père est obligé de fournir ses divers foyers en ustensiles. Dans des groupes plus importants, il ne s'en soucie plus.

Dépenses d'ustensiles et nombre de rationnaires.

| Nombre de rationnaires | % de familles dépendant 0 | % de familles dépendant de 0 à 500 Fr | % de familles dépendant plus de 500 Fr |
|------------------------|---------------------------|---------------------------------------|--|
| 1 à 3 | 66 % | 16 % | 16 % |
| 4 et 5 | 60 % | 25 % | 19 % |
| plus de 5 | 30 % | 45 % | 23 % |

Ici encore l'étude du poste de paysannat de Golompoui fournit un repère précieux : en 1955, 252 habitants disposaient d'un capital de 7 tasses de fer, 3 cuvettes, 2 lampes tempêtes, soit 6 Fr 50 par tête d'après les prix actuels. Or d'après les budgets de 1956, les achats de la seule année 1956 s'élèvent à 850 Fr pour 136 individus, soit 6 Fr 20 par tête.

La répartition des objets achetés n'a rien d'inattendu

Répartition des principales dépenses d'ustensiles.

| | <u>MBOURAO (a)</u> | | <u>MIDJIVIM</u> | | <u>KAELE</u> | |
|----------|--------------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|-----------------|
| | par tête | % dans le poste | par tête | % dans le poste | par tête | % dans le poste |
| Cuvettes | 2 Fr 2 | 48 % | 23 Fr | 90 % | 15 Fr | 16 % |
| Lampes | 1 Fr 5 | 23 % | 2 Fr 5 | 9 % | 32 Fr | 34 % |
| Divers | | | | 1 % | | 50 % |
| | <u>DJAMBOUTOU</u> | | <u>LARA</u> | | <u>MOYENNE</u> | |
| Cuvettes | 32 Fr | 50 % | 62 Fr | 70 % | 25 Fr | 45 % |
| Lampes | 3 Fr 8 | 5 % | 19 Fr | 12 % | 14 Fr | 25 % |
| Divers | | 45 % | | 18 % | | 30 % |

(a) Cité pour mémoire : comporte 850 Fr au total.

Le caractère localisé des achats de lampe correspond à ce qui a été signalé à propos du pétrole.

I - USTENSILES DE FABRICATION LOCALE.

Cette rubrique est fort importante, encore qu'elle n'apparaisse pas à travers les documents généralement utilisés pour les études économiques. Reprenons les inventaires de Golompoui : nos 252 Toufouris disposaient de 167 dabos, 69 haches, 18 faucilles - tous outils fabriqués par les artisans locaux - en face de 4 coupe-coupe achetés dans le commerce. Paniers et poteries n'ont pas été recensés : on ne peut donc les comparer avec les 7 tasses et 3 cuvettes notées plus haut. Parmi les articles textiles, certains sont filés et tissés par des artisans locaux, d'autres sont simplement mis en oeuvre par des tailleurs à partir de matières premières importées.

Outre son rôle social ou éducatif, l'artisanat a de l'importance par le volume de son chiffre d'affaire. Peut-être est-il plus important encore parce qu'il constitue la pièce essentielle d'une économie strictement locale. En effet, quels

que soient leurs qualités (ou leurs défauts), les objets artisanaux satisfont des besoins comme les objets importés, et à des prix bien plus faibles : ils permettent donc à toute une fraction de la population, dont les revenus sont modestes, de jouir de certaines commodités. L'acquisition de marchandises européennes satisferait peut-être plus complètement les besoins. Mais pour les acquérir, il faut être incorporé dans le cycle économique mondial où le travail est dur, la compétition serrée. L'existence autonome de deux cycles économiques, l'un mondial, l'autre local, permet à chacun d'adapter son train de vie à ses possibilités : celui qui ne peut pas acheter de chaussures de toile, à 300 Fr, peut acheter des sandales de cuir à 25 Fr, celui qui ne peut acheter de bol émaillé à 125 Fr peut s'acheter une Calebasse à 10 Fr.

En outre, la fabrication artisanale est irremplaçable pour certains articles : nattes, grandes jarres, outils agricoles. Chaque catégorie a d'ailleurs un "marché" particulier : les poteries sont achetées par les femmes en avril; les outils de fer sont achetés en mai, au moment des labours, les corbeilles sont achetées par les hommes en janvier au moment des récoltes.

Les chiffres concernant ces divers objets sont passablement dispersés : une étude sérieuse est donc impossible. Pourtant un fait s'impose avec évidence : la proportion de familles achetant des productions artisanales est plus grande à Mbourao et Midjivim (80 % - 84 %) qu'à Djamboutou (60 %) et a fortiori qu'à Lara et Kaele (38 % et 50 %). Pour les achats d'ustensiles importés, la répartition était exactement inverse. Y a-t-il à cela une cause géographique ou une cause économique ? Mbourao et Midjivim appartiennent-ils à une zone où l'artisanat est actif, ou appartiennent-ils à une zone pauvre où l'artisanat est actif parce qu'il n'est pas concurrencé par l'industrie ? La seconde hypothèse paraît plus vraisemblable : si l'on reporte sur un calque les achats en fonction des revenus, on a l'impression qu'ils croissent d'abord pour évoluer ensuite en sens inverse, décroissant à mesure que les revenus s'élèvent.

J - BETAIL.

Les achats de bétail représentent une dépense importante mais touchent peu de budgets : 8 à Mbourao, 7 à Midjivim, 6 à Djamboutou, 1 à Lara.

Les achats de Djamboutou sont balancés par les remboursements. En effet le secteur de modernisation a fait des prêts aux paysans pour acheter des boeufs qui sont dressés au labour. Cette politique explique comme nous l'avons signalé, le volume des

prêts -signalés en recettes- et le volume des remboursements. D'après la comptabilité du secteur, 598.000 Fr ont été avancés dans cette zone (dont 64.000 Fr à Djamboutou) et 455.000 Fr ont été remboursés (dont 54.000 Fr à Djamboutou). L'opération se trouve évidemment facilitée du fait que toutes les ventes de coton sont faites à la C.F.D.T. : les risques sont donc très faibles.

K - IMPOTS

Des efforts ont été faits pour nuancer l'impôt. Cependant, en milieu rural païen, le taux est à peu près unique et nous l'avons vu, les revenus sont bien différents. Proportionnellement la charge fiscale est bien plus forte sur les pauvres par conséquent. D'autre part, les impôts sont établis selon le nombre des hommes : or les femmes contribuent à assurer la richesse d'une famille. Il est normal de les considérer comme des individus actifs. Si l'on divise l'impôt par le total des individus actifs, on constate que la charge fiscale pèse très différemment sur les monogames et sur les polygames chez qui elle se répartit entre un plus grand nombre de travailleurs :

Répartition des charges fiscales par individu actif (valeur absolue).

| | <u>MEOURAO</u> | <u>MIDJIVIM</u> | <u>KAMELE</u> | <u>DJAMBOUTOU</u> | <u>LARA</u> | <u>MOYENNE</u> |
|----------------------------|----------------|-----------------|---------------|-------------------|-------------|----------------|
| Membre de famille monogame | 310 Fr | 270 Fr | 300 Fr | 342 Fr | 325 Fr | 300 Fr |
| Membre de famille polygame | 120 Fr | 162 Fr | 202 Fr | 184 Fr | 235 Fr | 168 Fr |

E C O N O M I E S .

Dans 48 budgets soit dans la moitié des cas, des économies ont été déclarées, ou plus précisément des disponibilités monétaires. En effet, il est impossible de savoir si le stock de monnaie en question est épargné sciemment en vue d'achats futurs ou s'il n'est conservé que pendant quelques semaines.

entre deux dépenses. Moyens de trésorerie, épargne, thésaurisation, il est impossible de discriminer entre ces diverses nuances.

Les économies déclarées atteignent 258.045 Fr, soit 18 % du revenu. Partout des sommes sont conservées qui ne paraissent pas ridicules à côté du revenu global. Partout une certaine proportion de familles conserve des disponibilités. L'extension du phénomène est intéressante par elle-même.

Répartition des économies.

| | <u>MBOURAO</u> | <u>MIDJIVIM</u> | <u>KAELE</u> |
|--|-------------------|-----------------|--------------|
| Nombre de familles disposant d'économies | 12 | 8 | 2 |
| Total économisé | 16.400 Fr | 14.545 Fr | 185.500 Fr |
| % des économies par rapport au revenu total du village | 10,8 % | 8 % | 45 % |
| | <u>DJAMBOUTOU</u> | <u>LARA</u> | <u>TOTAL</u> |
| Nombre de familles disposant d'économies | 5 | 11 | 48 |
| Total économisé | 2.600 Fr | 39.000 Fr | |
| % des économies par rapport au revenu total du village | 6,5 % | 8 % | 18 % |

Le chiffre de Kaélé se trouve gonflé par un cas particulier, un commerçant, dont le revenu est de 46.400 Fr, a déclaré une réserve de 60.000 Fr, qu'il pense investir dans l'installation d'une boutique. Cas exceptionnel, mais tiré au hasard. Nous n'avons pas cru pouvoir l'écarter. A part lui, d'ailleurs, la proportion des économies paraît stable.

Mais les chiffres sont médiocrement groupés. Ils s'échelonnent entre 250 Fr et 10.000 Fr, bien que près de la moitié soient compris entre 1.000 Fr et 3.000 Fr. La construction d'un graphique basé sur les revenus d'une part, le volume des économies de l'autre, permet de constater que la liaison entre les deux phénomènes est moins nette qu'il ne semblerait logique.

Répartition des économies selon les revenus.

| Tranches de revenus | % de familles ayant des économies de 0 | % de familles ayant des économies de 0 à 3.000 Fr | % de familles ayant des économies de plus de 3.000 Fr |
|---------------------|--|---|---|
| 0 à 5.000 Fr | 55 % | 45 % | |

| Tranches de revenus | % de familles ay. des économ. de 0 | % de familles ay. des économ. de 0 à 3.000 Fr | % de familles ay. des économ. de plus de 3.000 Fr |
|---------------------|------------------------------------|---|---|
| 5 à 10.000 Fr | 58 % | 42 % | |
| 10 à 15.000 Fr | 65 % | 26 % | 8,5 % |
| 15 à 20.000 Fr | 25 % | 25 % | 50 % |
| plus de 20.000Fr | 21 % | 16 % | 63 % |

A bien considérer le graphique -et cela est plus nette encore sur le tableau- on peut se demander si, pour les revenus faibles -inférieurs à 12.000 Fr- les économies ne progressent pas en raison inverse des revenus. Il est difficile de préciser ce qui dans cette évolution est lié au volume des revenus et ce qui peut être lié à des causes géographiques. En effet, cette régression est particulièrement marquée à Mbourao et Midjivim. Mais ces deux villages sont aussi ceux où les revenus sont les plus faibles.

Une hypothèse séduisante se présente à l'esprit : les économies ne sont-elles amassées par des jeunes soit pour satisfaire une ambition quelconque, soit parce qu'ils ont compris le mécanisme économique ? Un graphique construit sur ces données confirme en partie cette hypothèse : 28 cas semblent se ranger le long d'une courbe décroissante qui de 3.000 Fr pour 20 ans tomberait à 250 Fr à 60 ans. Mais 16 cas sont nettement hors de ce schéma : ces individus, ayant entre 35 et 55 ans et possédant de 5 à 10.000 Fr, forment d'ailleurs une masse bien distincte, où les disponibilités monétaires sont à leur maximum.

Faut-il esquisser une explication géographique ? Les possesseurs de grosses économies appartiennent tous -sauf un- à deux villages, Lara et Kaélé. Pour Kaélé, ils constituent la quasi totalité de la catégorie économ. À Lara, il y a autant d'économistes dans cette catégorie où l'âge est sans action que dans celle où économies et âges évoluent en sens inverse.

Transcrite en chiffres, la répartition serait la suivante :

Répartition des économies selon l'âge.

| Age | % de familles ay. des économ. de 0 | % de familles ay. des économ. de 0 à 1500 Fr | % de familles ay. des économ. de 1500 à 3.000 Fr | % de familles ay. des économ. supérieures à 3.000 Fr |
|-----------------|------------------------------------|--|--|--|
| Moins de 30 ans | 60 % | 11 % | 16 % | 11 % |
| 30 à 45 ans | 40 % | 22 % | 17 % | 20 % |
| + de 45 ans | 55 % | 21 % | | 25 % |

L'étude a été menée trop rapidement pour que l'on puisse parler des méthodes, des buts de l'épargne. Nous pouvons simplement indiquer que le désir le plus souvent exprimé est celui d'acquérir du bétail (45 cas sur 98). Beaucoup d'autres chefs de familles déclarent simplement qu'ils consacreront leurs économies à la nourriture de leur famille (18 cas). 7 envisagent l'achat de vêtements, 4 pensent créer ou agrandir une entreprise commerciale, 4 veulent doter une autre femme pour eux ou pour leurs fils, 1 veut acheter un fusil, 1 une machine à coudre, enfin un homme sincère déclare qu'il veut "acheter du bétail et boire du vin". L'achat du bétail est donc le mobile le plus fréquent. Mais on voit déjà poindre une spéculation sur le mariage qui n'est pas sans inquiéter. Force est bien de constater qu'il n'est pas facile d'investir de façon productive des économies : les opérations commerciales peuvent rapporter, mais elles se traduisent par des investissements hors de l'agriculture.

C O N C L U S I O N S.

Cette étude a été trop rapide et trop superficielle pour permettre de poser des conclusions véritablement dogmatiques, et valables pour tout le Nord Cameroun. Les niveaux de production et de consommation sont assez divers pour que nous ayons été obligés de donner une répartition géographique de la plupart des chiffres, c'est dire le caractère hypothétique des vues globales. Pourtant, une comparaison de la répartition des dépenses dans le Sud et dans le Nord, n'est pas sans intérêt.

Répartition des dépenses par principaux postes en %

| | Nord | Sud |
|-----------------------|------|------|
| Alimentation | 30 | 14 |
| dont boisson | 5,5 | 2,5 |
| Produits ménagers | 1,9 | 3 |
| Tabac | 0,7 | 0,9 |
| Linge de maison | 4,8 | 1,5 |
| Vêtements | 20 | 17,4 |
| Ustensiles importés | 1,2 | 2 |
| Ustensiles artisanaux | 3 | 0,9 |
| Dot | 3,3 | 13 |
| Impôt | 6,4 | 8,5 |
| Cadeaux | 5,3 | 6 |

Ces pourcentages se réfèrent à des budgets bien différents puisque le budget moyen du Sud (pour 1954) est d'environ 48.000 Fr cfa et le budget moyen du Nord (1956) est d'environ 18.000 Fr cfa. Aussi les analogies de pourcentage ne doivent-elles pas tromper. Elles recouvrent parfois de profondes différences; ainsi la dépense de produits ménagers (savon, pétrole) est dans le Nord l'apanage de quelques privilégiés. Alors que dans le Sud elle intéresse tous les budgets. D'autres dépenses semblent plus fortes dans le Nord, sans qu'il soit possible de donner à ce fait une explication précise : les dépenses d'alimentation, par exemple, atteignent un pourcentage bien plus fort. En valeur absolue, il est vrai, les chiffres sont 580 Fr par an et par tête dans le Nord, contre 1100 Fr dans le Sud. La croissance des dépenses d'alimentation, on le voit, n'est pas aussi rapide que la croissance des revenus. Cette dépense a peu d'élasticité, c'est normal, la nourriture étant une dépense essentielle.

L'importance relative des achats d'objets artisanaux mérite d'être soulignée. Encourager et développer cet artisanat serait utile : forgerons et potiers jouent un rôle essentiel en fournissant des objets irremplaçables, en satisfaisant des besoins qui ne pourraient être satisfaits par l'industrie européenne, trop chère, et en animant un circuit économique local qui complète le marché ouvert sur le monde.

En effet, le mouvement d'échanges intérieurs est extrêmement important, plus marqué que dans le Sud.

| | ! % des revenus provenant du ! | ! % des achats faits sur le ! |
|------|--------------------------------|-------------------------------|
| | ! marché intérieur ! | ! marché intérieur ! |
| Nord | ! 42 ! | ! 65 ! |
| Sud | ! 25 ! | ! 58 ! |

Cela s'explique assez facilement : d'une part, l'importance du commerce extérieur dans le Sud fait oublier le commerce total. D'autre part, le Nord possède des traditions et une organisation commerciale indigène totalement absentes dans le Sud. Les marchés, profondément ancrés dans les moeurs, y sont nombreux et très fréquentés.

L'étude de budgets nous a permis de constater les différences entre les deux économies : l'économie traditionnelle est ici plus complexe qu'une pure économie de subsistance. Cependant les revenus n'y sont guère diversifiés : ils se différencient avec l'entrée de l'économie moderne.

Il n'est pas certain cependant que cette intrusion soit

marquée par le seuil de 12 ou 15.000 Fr que nous avons plusieurs fois signalé : des titulaires de revenus supérieurs à 15.000 Fr n'ont pas les mêmes dépenses que les titulaires de revenus inférieurs. Mais peut-on affirmer qu'il y ait là le germe d'un clivage social ?

Dans le Sud, la distinction entre monogames et polygames nous avait paru essentielle. Elle l'est peut-être moins ici, présentement du moins. La différence de productivité est importante : la monogamie -ou plus précisément- le groupe de petite taille a un plus fort rendement monétaire par tête que la famille étendue : nous retrouvons ici une constatation déjà faite dans le Sud et on ne peut manquer de rappeler que les nutritionnistes semblent s'accorder pour dire que le régime alimentaire est meilleur dans les foyers peu nombreux que dans les grandes familles. Malheureusement il n'est pas certain que la population en soit persuadée. On peut craindre que la polygamie ne se développe avec la richesse, contribuant ensuite à différencier les revenus. Il faut convenir que la fiscalité actuelle est actuellement sans action contre ce processus fâcheux.

Cependant l'intérêt des travaux des secteurs de modernisation semble la plus importante conclusion. A Lara et à Djamboutou les revenus sont particulièrement élevés et il paraît difficile de nier que les efforts du poste de paysannat ne soient pas une des causes de ce fait. A Mbourao, il est vrai, les revenus restent faibles : comme nous l'avons signalé, les ventes de coton sont plus fortes que dans les villages voisins où l'action du poste de paysannat n'a pas encore été ressentie. D'ailleurs la différence entre le capital outil recensé en 1954 et celui acheté pour la seule année 56 témoigne d'un progrès.

Enfin des investissements productifs ont été faits par les paysans eux-mêmes à l'instigation du secteur de modernisation.

C'est peut-être là le point le plus important. Des disponibilités monétaires commencent à naître. Une des tâches du secteur de modernisation pourrait être d'encourager la naissance d'une épargne et son utilisation rationnelle.